



Les Africains désirent plus de démocratie, mais leurs dirigeants ne les écoutent toujours pas

Par le Réseau Afrobarometer

Document de Politique d'Afrobarometer No. 85 | Janvier 2023

Résumé

Ces dernières années, l'Afrique a connu aussi bien des progrès démocratiques encourageants que des reculs antidémocratiques inquiétants. Au nombre des signes encourageants figurent la réussite de l'élection présidentielle de 2021 en Gambie, la transition en 2021 du parti au pouvoir en Zambie et les premiers transferts de pouvoir démocratiques au Niger (2020/2021) et aux Seychelles (2020). Nous pouvons ajouter la décision prise en février 2020 par la Cour Constitutionnelle du Malawi d'annuler les résultats de l'élection présidentielle irrégulière de 2019 et d'appeler à une nouvelle élection, ainsi que le départ des autocrates en place depuis longtemps au Soudan et au Zimbabwe.

Ces avancées sont toutefois tempérées par les revers subis ailleurs, notamment les mesures restrictives croissantes imposées aux partis d'opposition au Bénin, au Sénégal et en Tanzanie, le recours à la fraude électorale, à la violence et à l'intimidation lors des élections en Côte d'Ivoire et en Ouganda, ainsi qu'une vague de coups d'État récents au Tchad, au Mali, au Soudan et en Guinée en 2021 et deux au Burkina Faso en 2022.

Les présidents les plus autocratiques du continent semblent parfois avoir été encouragés à utiliser des tactiques antidémocratiques par des facteurs tels que l'accent mis par l'Occident sur la lutte contre l'extrémisme violent et la recrudescence des insurrections, l'influence croissante de la Chine et de la Russie, l'indifférence voire l'hostilité de ceux-ci et d'autres partenaires au développement de l'Afrique en matière de gouvernance démocratique, et le prétexte que représente parfois la pandémie de COVID-19 pour limiter les libertés, faire obstacle à une campagne équitable ou reporter les élections.

Ces faits contradictoires ont conduit à des avertissements alarmants de la part des experts, selon lesquels la démocratie serait en train de perdre du terrain en Afrique. Mais que peut-on apprendre des Africains eux-mêmes sur l'état de la démocratie sur le continent ? Comment ces événements dans le projet africain de démocratisation se traduisent-ils dans les tendances des attitudes populaires vis-à-vis de la démocratie ? Ces efforts visant soit à saper, soit à promouvoir et à défendre la démocratie sont-ils évidents aux yeux des citoyens ordinaires ?

Les enquêtes au titre du Round 8 d'Afrobarometer ont été réalisées dans 34 pays au cours des années 2019-2021, en même temps que bon nombre de ces progrès et reculs démocratiques, et à cheval sur le début de la pandémie. Et les conclusions révèlent que, pour la plupart, les Africains restent attachés à la démocratie. Nous découvrons qu'en dépit des nombreux efforts déployés pour affaiblir les normes et les libertés démocratiques, les citoyens continuent d'y adhérer. Ils estiment que l'armée doit se tenir à l'écart de la politique, que les partis politiques devraient librement rivaliser pour conquérir le pouvoir, que les élections sont un outil imparfait mais essentiel pour choisir leurs dirigeants et qu'il est temps que les vieillards qui s'accrochent au pouvoir se retirent.

Mais leur réalité politique est souvent en deçà de ces aspirations : C'est souvent l'offre de la démocratie qui laisse à désirer pour les citoyens. La perception d'une corruption généralisée et qui s'aggrave est profondément corrosive, entraînant une insatisfaction croissante des citoyens à l'égard de systèmes politiques qui ne répondent pas encore à leurs aspirations à vivre dans des sociétés gouvernées de façon démocratique et responsable. Et, bien que les citoyens disposent d'une multitude de moyens pour exprimer leurs préoccupations, ils ont le sentiment que leurs gouvernements ne les écoutent pas.

En d'autres termes, les Africains aspirent à une gouvernance plus démocratique et plus responsable que celle dont ils estiment bénéficier.

Enquêtes d'Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non partisan de recherche par sondage qui fournit des données fiables sur les expériences et les évaluations des Africains en matière de démocratie, de gouvernance et de qualité de vie. Huit rounds d'enquêtes ont été réalisées dans jusqu'à 39 pays depuis 1999. Le Round 8 d'enquêtes (2019/2021) couvre 34 pays – 18

pays sondés entre juillet 2019 et avril 2020 et 16 sondés (après une interruption due à la COVID-19) entre octobre 2020 et juillet 2021. (Voir le Tableau A.1 en annexe pour la liste des pays et les dates des travaux de terrain.)

Afrobarometer réalise des entretiens en face à face dans la langue de choix du répondant avec des échantillons représentatifs au niveau national qui donnent des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-2 à +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Les données sont pondérées en vue d'obtenir des échantillons représentatifs au niveau national.¹ Tous les pays sont pondérés à égalité (plutôt que proportionnellement à la taille de la population) pour les moyennes calculées en fonction de plusieurs pays.

Cette analyse portant sur 34 pays, basée sur 48.084 entretiens, reprend certaines conclusions déjà publiées dans le *Journal of Democracy*, *The World Today* de Chatham House, le Washington Post Monkey Cage et d'autres publications (voir les références le long du document).

Résultats clés

Quant à la demande de démocratie :

- Dans l'ensemble, les citoyens africains sont attachés à la démocratie. La plupart des indicateurs de soutien à la démocratie et aux institutions démocratiques demeurent solides et assez stables.
- Si le soutien aux élections a quelque peu régressé ces 10 dernières années, le soutien à la reddition des comptes et à l'État de droit s'est sensiblement accru au cours de la même période.
- Le soutien à la limitation des mandats présidentiels est également élevé et ne cesse de grimper.

Quant à l'offre de démocratie :

- Les indicateurs de l'offre sont largement à la traîne par rapport à ceux de la demande, et ont plutôt régressé au cours de la dernière décennie. De moins en moins de personnes estiment que leur pays est une démocratie, et la satisfaction à l'égard de la démocratie est encore plus faible, et décline plus rapidement.
- En somme, lorsque nous comparons nos indicateurs globaux de la « demande de démocratie » à ceux de « l'offre de démocratie », nous constatons une légère tendance à la baisse dans les deux cas, avec un déficit constant de l'offre.

Quant aux attitudes démocratiques des jeunes :

- En comparaison avec leurs aînés, les citoyens âgés de 18 à 30 ans affichent un engagement plus fort envers la démocratie sur certains indicateurs, notamment ceux liés à l'importance du multipartisme, mais un soutien un peu moindre aux élections et à la démocratie en général.
- Les jeunes sont aussi nettement moins satisfaits de la façon dont la démocratie fonctionne dans leurs pays.

Quant à la qualité des élections :

- En dépit des défis liés à la qualité des élections, les Africains sont généralement assez positifs sur de nombreux aspects de leurs élections. Plus important encore, de grandes majorités dans la plupart des pays se sentent libres de voter comme ils

¹ L'échantillon pondéré du Round 8 en Mozambique est représentatif au niveau national sauf qu'il exclut la région rurale de Cabo Delgado, qui représente 6,3% de la population adulte de la Mozambique. L'insécurité et les difficultés en résultant pour ce qui est de l'obtention des autorisations nécessaires aux travaux de terrain ont empêché Afrobarometer de collecter suffisamment de données dans cette zone.

veulent. En moyenne, d'autres indicateurs suggèrent une confiance considérable en la qualité des élections.

- Mais ces moyennes sont susceptibles d'occulter des problèmes profonds dans certains pays – notamment au Cameroun, au Gabon, au Soudan et au Zimbabwe – où des proportions importantes font état de problèmes graves quant à la qualité des élections.

Quant à la corruption et à l'insatisfaction à l'égard de la démocratie :

- La tendance à la baisse de la satisfaction à l'égard de la démocratie correspond globalement à une tendance à la hausse de la proportion des citoyens qui déclarent que la corruption ne cesse de s'aggraver dans leur pays. Nous observons une corrélation importante entre le nombre de personnes qui signalent une corruption importante au sein de la Présidence et l'insatisfaction à l'égard de la démocratie.

Quant aux tendances dans certaines des principales démocraties du continent :

- Si la demande globale de démocratie est relativement soutenue, il y a de grandes disparités d'un pays à l'autre, et certaines des tendances les plus négatives – tant en ce qui concerne la dose de démocratie que les gens disent vouloir et la dose de démocratie à laquelle ils estiment avoir accès – sont observées dans des pays qui ont longtemps été considérés comme les principales démocraties du continent.

Quant à la Chine et la démocratie en Afrique :

- Les conclusions de notre enquête ne confirment généralement pas les préoccupations selon lesquelles la présence économique active de la Chine sur le continent pourrait nuire à la démocratie. Les Africains qui préfèrent le modèle de développement chinois sont à peu près aussi susceptibles d'approuver la démocratie et les institutions démocratiques que ceux qui préfèrent le modèle américain. Et ceux qui considèrent l'influence de la Chine positive sont en fait plus susceptibles d'avoir des attitudes pro-démocratiques que ceux qui pensent que ce pays a une influence négative.

Quant à l'impact de la pandémie sur les valeurs démocratiques :

- La pandémie de COVID-19 ne semble pas avoir fragilisé les démocraties africaines. Si l'on compare les pays sondés avant et après le début de la pandémie, les différences dans la façon dont l'engagement démocratique et la satisfaction démocratique ont évolué depuis le round d'enquête précédent sont assez minimes, et suggèrent généralement un engagement un peu plus prononcé vis-à-vis de la démocratie et des évaluations quelque peu plus positives de la performance démocratique dans les pays où les enquêtes du Round 8 ont été réalisées après le début de la pandémie.
- Mais les citoyens révèlent une certaine volonté à tolérer certaines restrictions de leurs libertés démocratiques, au moins temporairement, dans le but de combattre la pandémie et de préserver la sécurité et la santé.

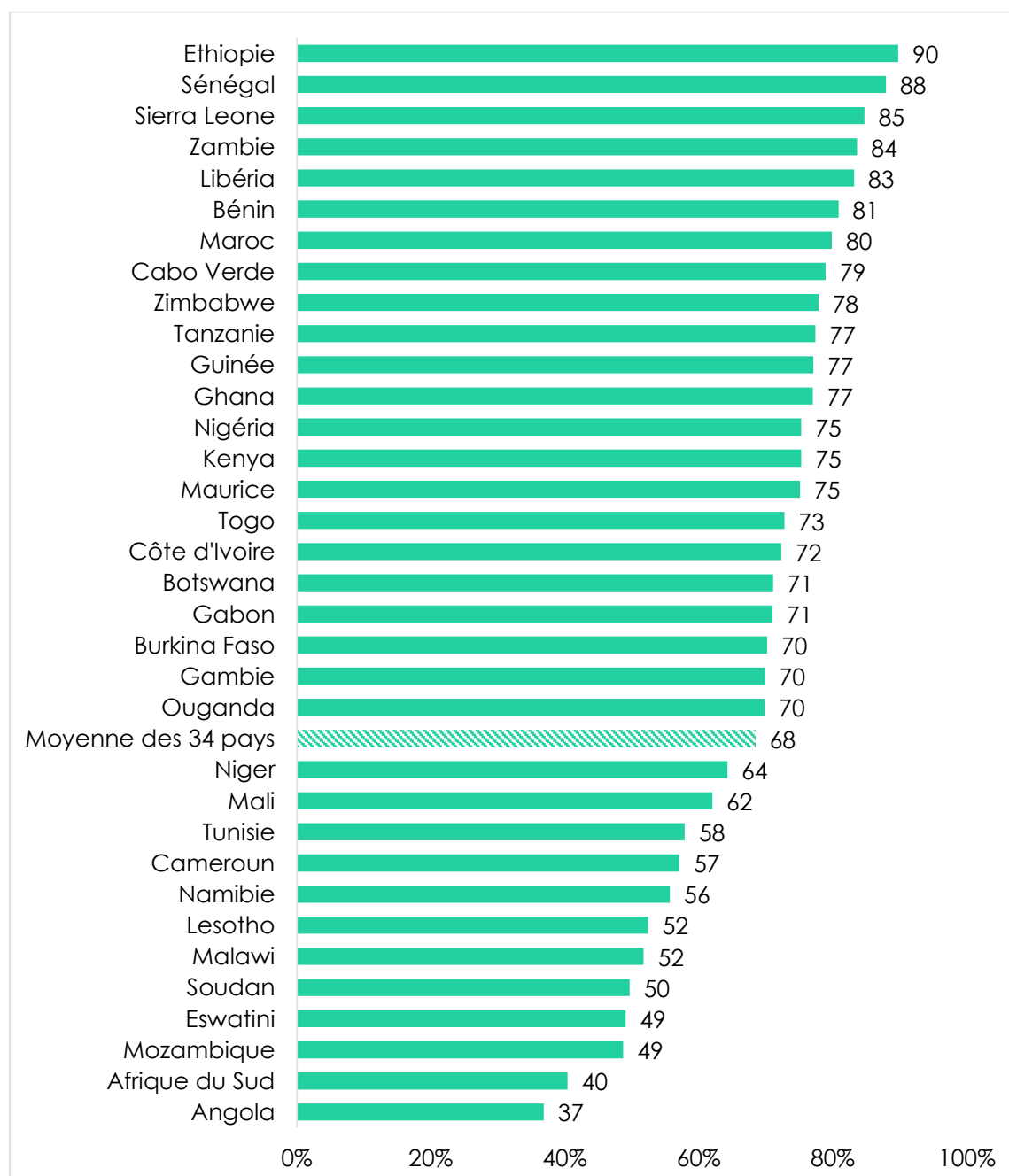
Quant à savoir si les gouvernements sont à l'écoute de la population :

- Les Africains déploient des efforts considérables pour se faire entendre – que ce soit en votant, en prenant contact avec les dirigeants ou en se joignant à d'autres pour exprimer leurs préoccupations – mais très peu pensent que leurs gouvernements les écoutent effectivement.
- En réalité, un grand nombre d'entre eux s'attendent à subir des représailles s'ils dénoncent la corruption devant les autorités, ce qui risque d'entraver l'action des citoyens et de porter atteinte à leur satisfaction à l'égard de la démocratie dans leur pays.

Ce que veulent les gens : Une demande soutenue de démocratie et de bonne gouvernance

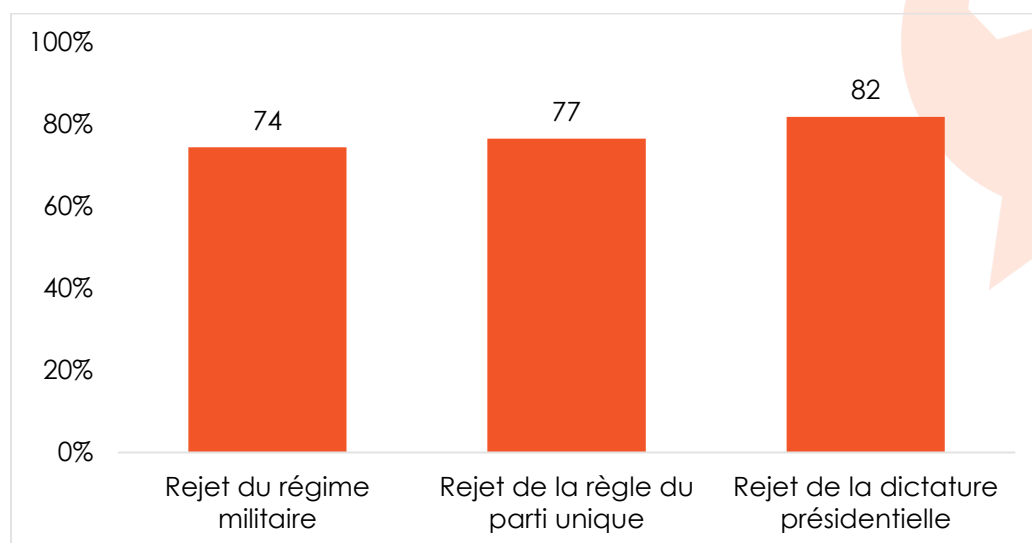
Dans l'ensemble, les citoyens africains restent attachés à la démocratie et aux institutions démocratiques. Dans les 34 pays sondés dans le cadre du Round 8 (2019/2021), 68% déclarent préférer la démocratie à tout autre système de gouvernement (Figure 1), et de fortes majorités rejettent le régime militaire (74%), le régime à parti unique (77%), et surtout le régime d'une seule personne ou d'un « homme fort » (82%) (Figure 2).

Figure 1 : Soutien à la démocratie | 34 pays | 2019/2021



Question posée aux répondants : Laquelle de ces trois affirmations est la plus proche de votre opinion ?
 Affirmation 1 : La démocratie est préférable à toute autre forme de gouvernement.
 Affirmation 2 : Dans certaines circonstances, un gouvernement non démocratique peut être préférable.
 Affirmation 3 : Pour quelqu'un comme moi, peu importe le type de gouvernement que nous avons.
 (% qui disent que la démocratie est préférable)

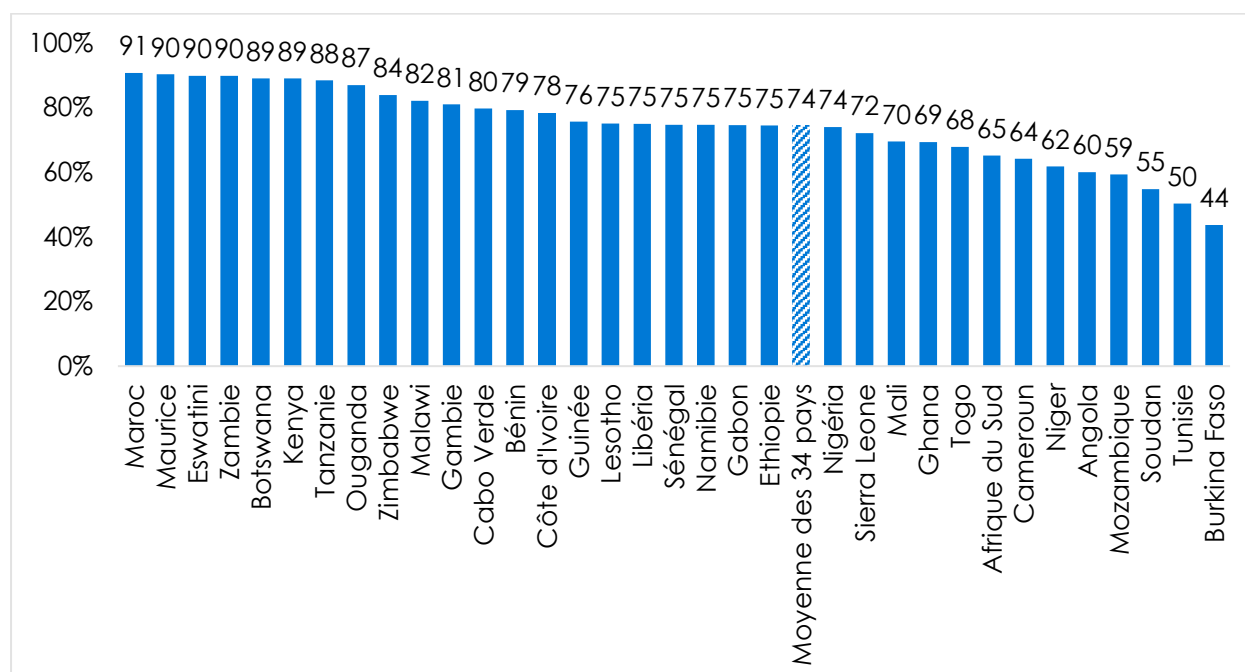
Figure 2 : Rejet des alternatives autoritaires | 34 pays | 2019/2021



Questions posées aux répondants : Il y a plusieurs façons de diriger un pays. Seriez-vous en désaccord ou d'accord avec les alternatives suivantes : Un seul parti politique est autorisé à se présenter aux élections et à gouverner ? L'armée intervient pour diriger le pays ? Les élections et l'Assemblée Nationale sont abolies de sorte que le président puisse tout décider ? (% qui sont « en désaccord » ou « tout à fait en désaccord »)

Le régime militaire est rejeté par des majorités dans tous les pays à l'exception du Burkina Faso (44%), notamment par 90% ou plus en Zambie, en Eswatini, à Maurice et au Maroc (Figure 3) (Gyimah-Boadi, Logan, & Sanny, 2021 ; Asunka, Gyimah-Boadi, & Logan, 2022 ; Asunka & Gyimah-Boadi, 2021). (Les résultats complets des pays du Round 8 pour ces indicateurs et d'autres indicateurs clés sont disponibles dans les tableaux A.2 et A.3 en annexe.)

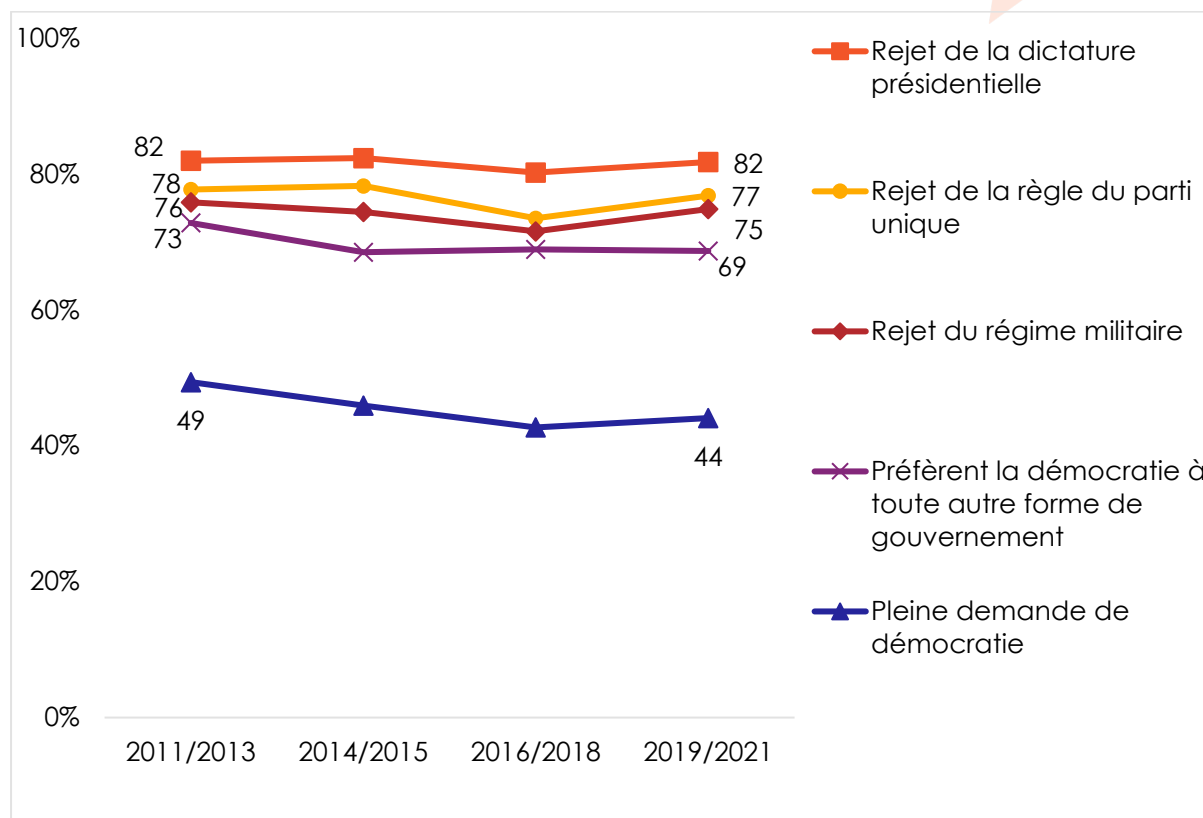
Figure 3 : Rejet du régime militaire | 34 pays | 2019/2021



Question posée aux répondants : Il y a plusieurs façons de diriger un pays. Seriez-vous en désaccord ou d'accord avec l'alternative suivante: L'armée intervient pour diriger le pays ? (% qui sont « en désaccord » ou « tout à fait en désaccord »)

Et quand on examine les tendances dans le temps, la plupart des indicateurs demeurent solides et assez stables. Dans les 30 pays régulièrement suivis depuis 2011, la proportion des citoyens qui affirment que « la démocratie est préférable à tout autre type de gouvernement » est légèrement en baisse, passant de 73% il y a 10 ans à 69% lors du Round 8 (Figure 4). Cependant, des majorités importantes et constantes rejettent systématiquement les trois alternatives autoritaires.

Figure 4 : Soutien à la démocratie et rejet des alternatives autoritaires
| 30 pays* | 2011-2021



Pleine demande de démocratie = % qui préfèrent la démocratie et rejettent toutes les trois alternatives autoritaires

* « Rejet de la dictature présidentielle » n'a pas été demandé en Eswatini, donc cette question et « la pleine demande de démocratie » n'incluent que 29 pays.

Nous constatons également un certain glissement de l'indice combiné de la « demande de démocratie », un indicateur Afrobarometer qui combine le soutien explicite à la démocratie avec le rejet des trois alternatives non démocratiques. Au regard de cette définition stricte, 44% des Africains revendiquent sans réserve la démocratie en 2019/2021, et les 30 pays régulièrement sondés depuis le Round 5 affichent une légère baisse de 5 points de pourcentage par rapport aux 49% enregistrés en 2011/2013. Cela suggère-t-il que l'engagement envers les normes et les institutions démocratiques connaît un déclin sur le continent ?

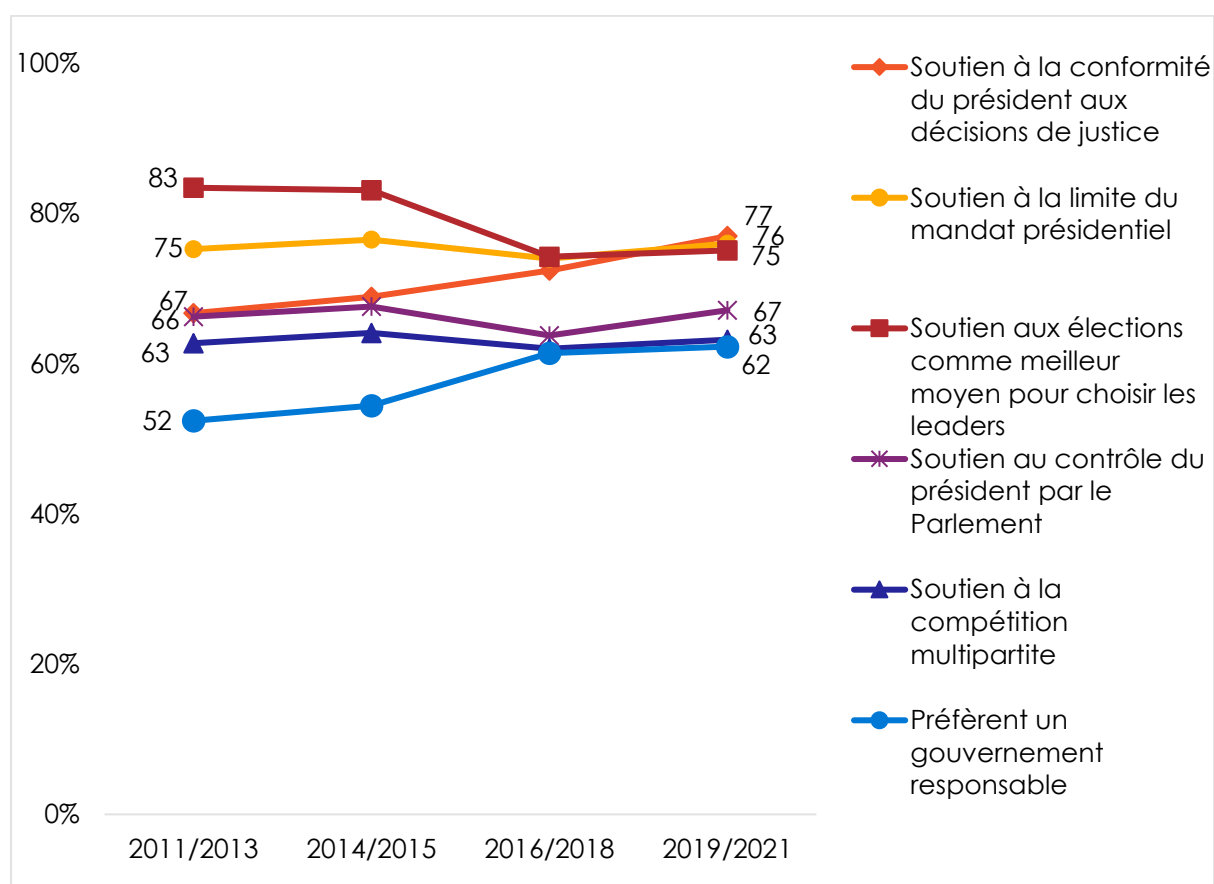
Pour vérifier cette hypothèse, Afrobarometer interroge les répondants sur leur engagement vis-à-vis d'une palette d'autres normes et institutions démocratiques fondamentales. Nous constatons à nouveau que le soutien à la plupart des indicateurs est solide et, à quelques exceptions près, relativement stable ou même à la hausse (Figure 5).

Plusieurs indicateurs sont particulièrement constants. Dans les 30 pays régulièrement sondés depuis 2011/2013, plus de trois quarts des Africains ont constamment soutenu la limitation des mandats présidentiels (76% en 2019/2021), tandis que deux tiers environ soutiennent le

contrôle parlementaire du président (67% en 2019/2021) et le pluralisme politique (63% en 2019/2021).

Le soutien aux élections en tant que meilleur système de désignation des dirigeants s'est toutefois sensiblement effrité, perdant 8 points de pourcentage par rapport au pic de 83% atteint en 2011/2013, quoiqu'il se maintienne à un niveau très solide de 75% (Logan & M'Cormack-Hale, 2021 ; M'Cormack-Hale & Dome, 2021). Ce déclin pourrait être le reflet d'une réelle désillusion vis-à-vis des élections et/ou de la démocratie, peut-être à la lumière de scrutins souvent contestés et parfois violents. Il pourrait également s'agir d'une prise de conscience plus spécifique du fait que les élections – souvent présentées comme la marque de la démocratie alors que d'autres aspects essentiels tels que la reddition de comptes, la participation et la réactivité sont négligés – sont malléables et imparfaites et ne garantissent pas, à elles seules, des résultats démocratiques.

Figure 5 : Soutien aux normes démocratiques et aux institutions | 30 pays*
| 2011-2021



% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » que la Constitution devrait limiter l'exercice de la fonction présidentielle à un maximum de deux mandats

% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » que le président de la République doit toujours obéir aux lois et aux décisions de justice, même s'il pense qu'elles sont erronées

% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » que nous devrions choisir nos dirigeants dans ce pays à travers des élections régulières, libres et transparentes

% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » que le Parlement devrait veiller à ce que le président de la République lui rende régulièrement compte de l'usage que fait son gouvernement de l'argent des contribuables

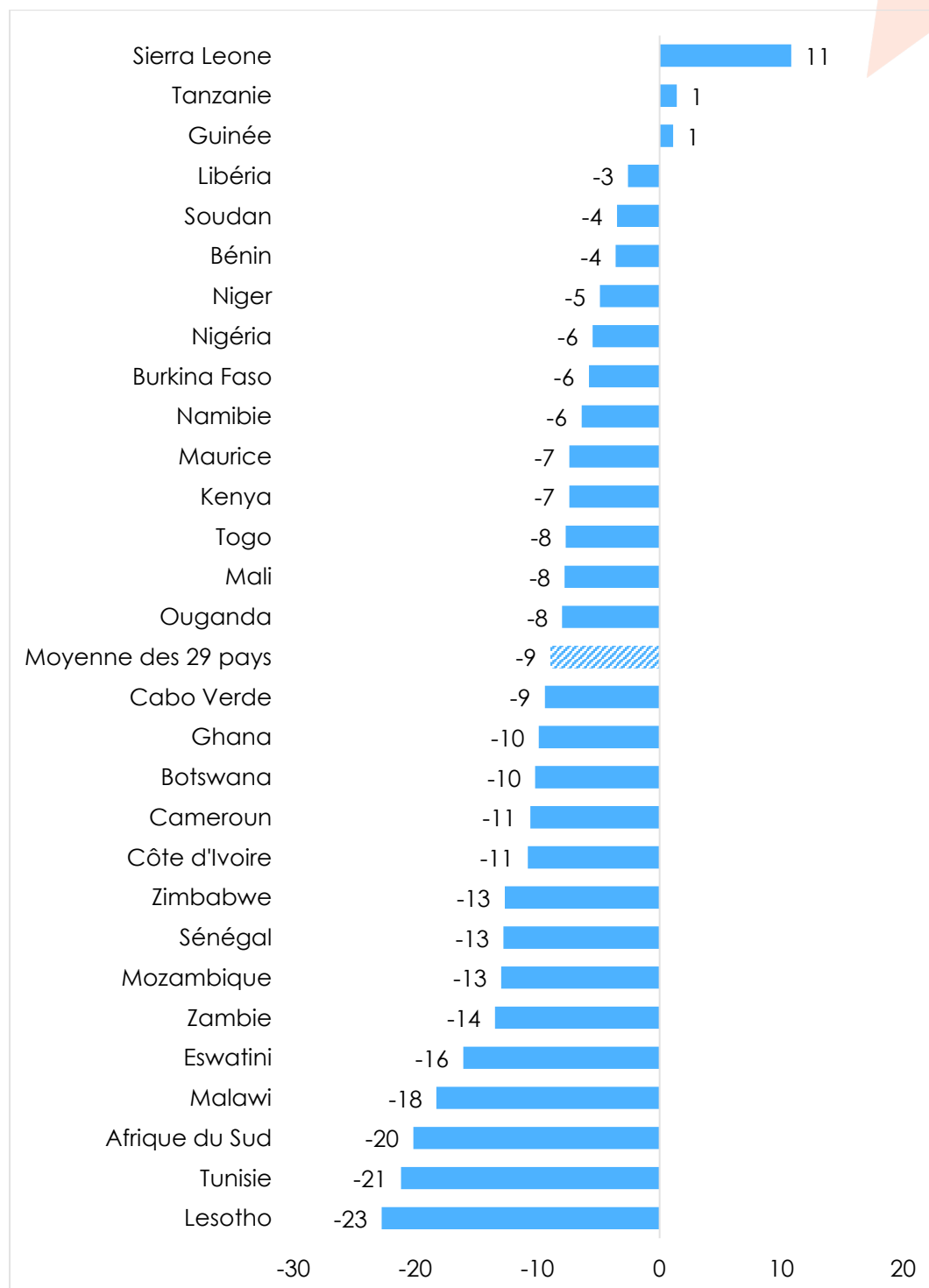
% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » que plusieurs partis politiques sont nécessaires pour garantir que les citoyens aient réellement le choix de ceux qui vont les gouverner

% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » qu'il est plus important pour les citoyens de pouvoir tenir le gouvernement pour responsable, même si cela implique une prise de décision plus lente

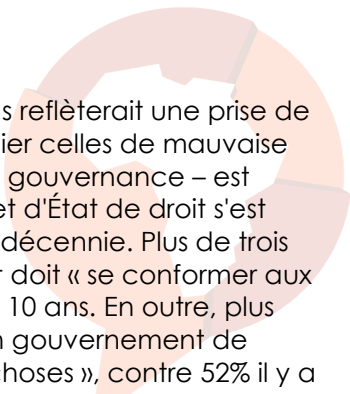
* Les résultats sur le respect des décisions de justice concernent 28 pays. Les résultats pour le soutien aux élections et le soutien au contrôle parlementaire incluent 29 pays.

L'évolution de l'engagement en faveur des élections depuis 2011/2013 est très variable, mais la Sierra Leone (+11 points) est le seul pays à afficher une forte hausse (Figure 6). Treize pays enregistrent des déclin à deux chiffres de l'engagement en faveur des élections, en tête desquels le Lesotho (-23 points), la Tunisie (-21) et l'Afrique du Sud (-20).

Figure 6 : Evolution du soutien aux élections (points de pourcentage) | 29 pays
| 2011-2021



La figure montre l'évolution, en points de pourcentage, entre les séries d'enquêtes en 2011/2013 et 2019/2021 dans la proportion de répondants qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » pour que les dirigeants soient choisis par le biais d'élections.



Cette interprétation – selon laquelle le déclin du soutien aux élections reflèterait une prise de conscience populaire croissante du fait que les élections, en particulier celles de mauvaise qualité, ne suffisent pas à garantir la démocratie, voire une meilleure gouvernance – est renforcée par la preuve que la demande de reddition de comptes et d'État de droit s'est accrue de façon constante et considérable au cours de la dernière décennie. Plus de trois quarts (77%) des Africains conviennent aujourd'hui que leur président doit « se conformer aux lois et aux tribunaux, même s'il pense qu'ils ont tort », contre 67% il y a 10 ans. En outre, plus de six personnes sur 10 (62%) affirment qu'il est plus important pour un gouvernement de répondre de ses actes devant le peuple que de « faire avancer les choses », contre 52% il y a 10 ans. Cela représente une prise de position remarquable de la part de l'opinion publique, compte tenu de l'ampleur des besoins auxquels les gens voudraient que leurs gouvernements répondent. Plus que tout autre résultat d'Afrobarometer, la demande croissante de gouvernance redevable semble suggérer un véritable approfondissement de la compréhension et de l'engagement démocratiques populaires.

Le test de la limitation des mandats

De nombreux analystes qui se sont penchés sur les processus démocratiques considèrent la limitation des mandats présidentiels comme bien plus qu'une tradition sympathique. Ils affirment que la limitation des mandats au sommet favorise la compétition et la participation politiques, démontre que l'alternance par la voie des urnes est possible et réduit le risque de culte de la personnalité, d'autoritarisme, de corruption et de coups d'État. À sa première investiture en 1986, le président ougandais Yoweri Museveni a, à juste titre, imputé les problèmes de l'Afrique aux dirigeants qui restent trop longtemps au pouvoir.

Mais 37 ans plus tard, Museveni entame son sixième mandat. Et il est seulement l'un des nombreux présidents africains qui ont maintenu leur emprise sur le pouvoir en contournant, modifiant ou éliminant les clauses constitutionnelles limitant à un maximum de deux les mandats présidentiels. Rien qu'en 2020, Alpha Condé de la Guinée et Alassane Ouattara de la Côte d'Ivoire ont suivi les traces de Zaali Assoumani des Comores, Paul Kagame du Rwanda, Paul Biya du Cameroun, Denis Sassou Nguesso de la République du Congo et Ismail Guelleh de Djibouti, entre autres.

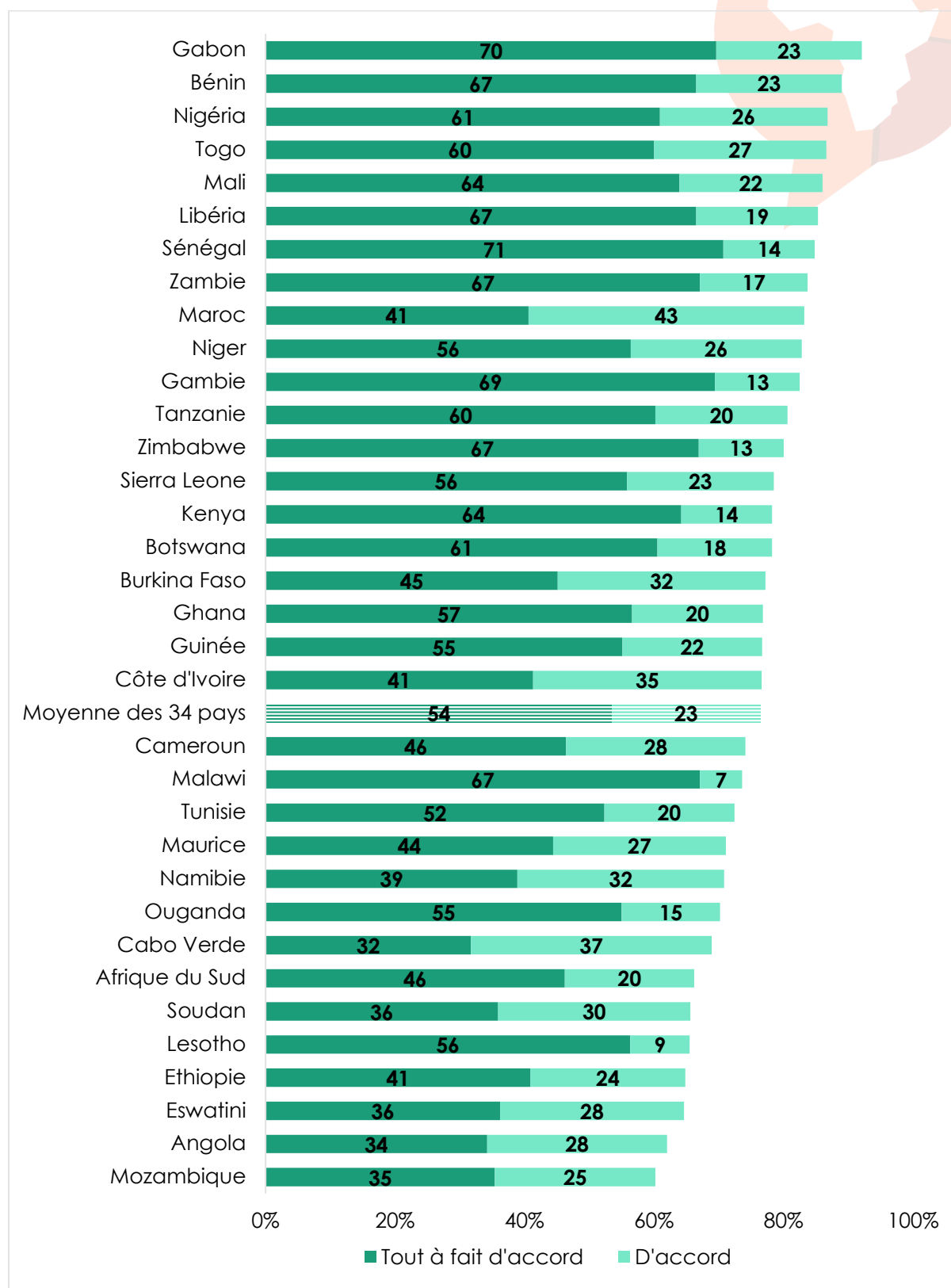
Presqu'invariablement, ces dirigeants justifient leur prochaine candidature par le fait que le peuple souhaiterait qu'ils demeurent au pouvoir. Mais est-ce bien le cas ?

Les Africains ordinaires n'ont guère besoin de se faire persuader qu'il est possible d'être au pouvoir trop longtemps : Le soutien à la limitation des mandats est massif et ne cesse de se consolider (Dulani, 2021). À travers 34 pays, 76% en moyenne sont favorables à la limitation à deux des mandats de leurs présidents, dont une majorité de 54% qui soutient « tout à fait » cette disposition (Figure 7). La limitation des mandats bénéficie d'un soutien majoritaire dans tous les pays sondés, et des majorités sont « tout à fait » d'accord dans 21 des 34 pays. Le soutien est fort quel que soit l'âge, le niveau d'éducation et le statut économique. Même parmi ceux qui font confiance à leurs présidents et approuvent leurs performances au travail, 73% et 74%, respectivement, sont en faveur de la limitation à deux mandats.

Cela inclut 77% des citoyens en Guinée et en Côte d'Ivoire, les derniers pays à avoir renoncé à ces contraintes. Cela inclut également 92% des citoyens au Gabon – où Omar Bongo Ondimba a gouverné pendant 41 ans avant que son fils ne soit élu après sa mort – et 87% au Togo, où Faure Gnassingbé est au pouvoir depuis 2005, après les 37 ans de règne de son père.

Dans les 19 pays où cette question a été posée depuis 2008, le soutien populaire à la limitation des mandats présidentiels est passé de 70% à 77%. La proportion des personnes qui sont « tout à fait » d'accord s'est accrue de 11 points, de 46% à 57% (Figure 8).

Figure 7 : Soutien à la limitation des mandats | 34 pays | 2019/2021

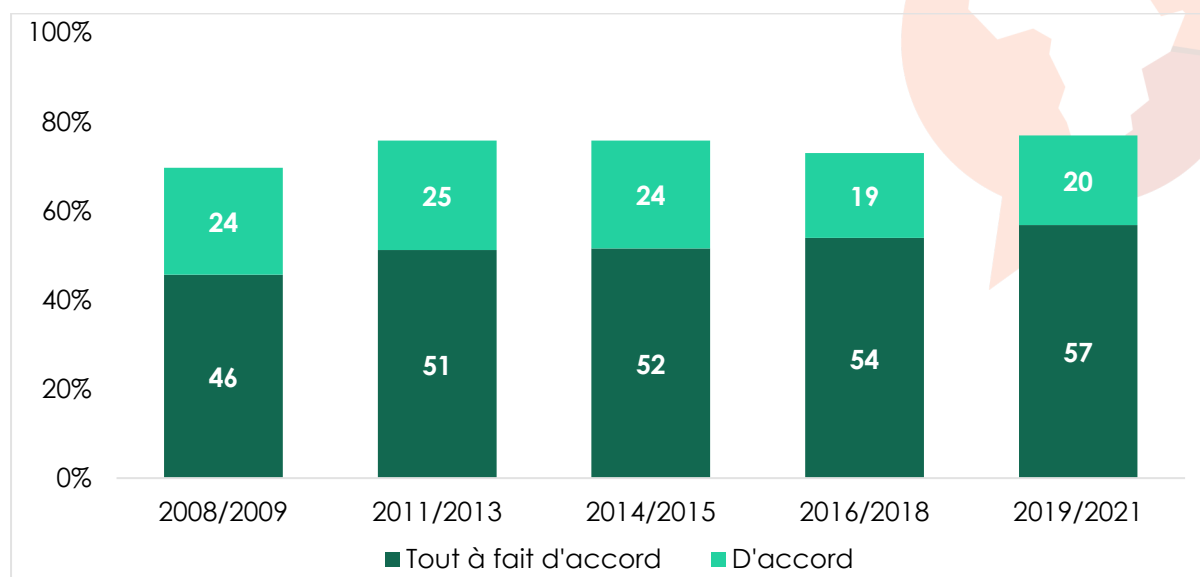


Question posée aux répondants : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1 : La Constitution devrait limiter l'exercice de la fonction présidentielle à un maximum de deux mandats.

Affirmation 2 : Il ne devrait pas y avoir de limite constitutionnelle au nombre de mandats présidentiels.

Figure 8 : Soutien croissant à la limitation des mandats | 19 pays | 2008-2021



Question posée aux répondants : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1 : La Constitution devrait limiter l'exercice de la fonction présidentielle à un maximum de deux mandats.

Affirmation 2 : Il ne devrait pas y avoir de limite constitutionnelle au nombre de mandats présidentiels.

Ce que le peuple reçoit : Une offre d'institutions démocratiques de plus en plus faible

Si nous avons constaté que, dans l'ensemble, la demande de démocratie et d'institutions démocratiques est forte et, dans certains cas, à la hausse, les indicateurs de l'offre de démocratie et de gouvernance transparente sont en grande partie à la traîne et continuent de décliner au fil du temps.

En moyenne, dans les 34 pays du Round 8, seule une très faible majorité (51%) considère leur pays soit comme « une pleine démocratie », soit comme une démocratie avec seulement des « problèmes mineurs », tandis que 45% affirment que leur pays est soit « une démocratie avec des problèmes majeurs », soit « pas une démocratie ». Et 41% seulement se disent « assez satisfaits » ou « très satisfaits » du fonctionnement de la démocratie dans leur pays (Figure 9) (Gyimah-Boadi et al., 2021 ; Asunka et al., 2022 ; Asunka & Gyimah-Boadi, 2021).

À travers les 30 pays sondés depuis 2011/2013, les citoyens ordinaires perçoivent un très léger déclin de la dimension démocratique de leur pays : La proportion des citoyens qui considèrent que leur pays est en grande partie ou totalement démocratique a chuté de 2 points de pourcentage, de 54% en 2011/2013 à 52% en 2019/2021 (Figure 10).

Mais la satisfaction quant au fonctionnement de la démocratie est beaucoup plus faible, et chute plus rapidement – de 7 points de pourcentage, passant de 50% en 2011/2013 à 43% dans le round le plus récent.

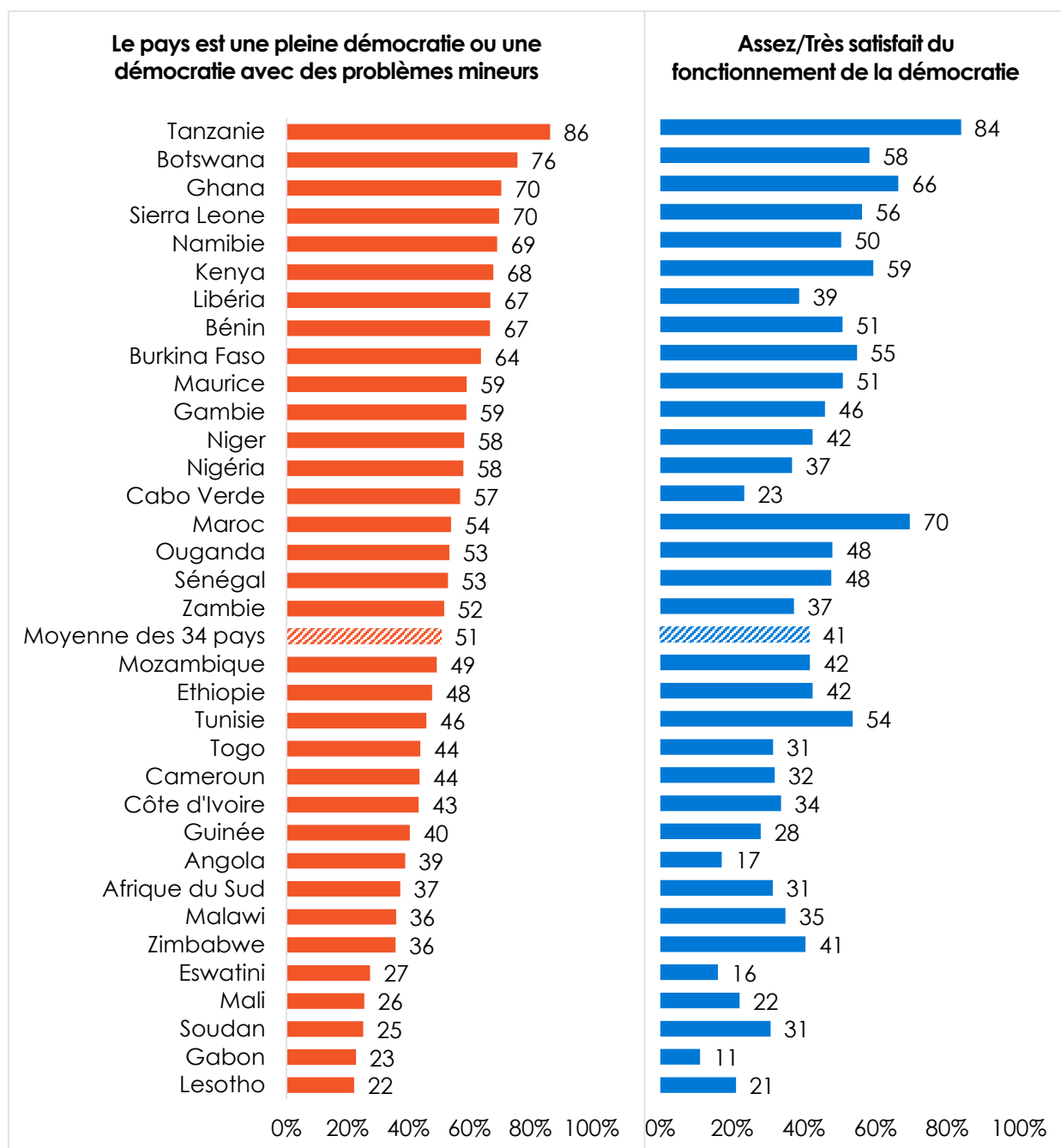
Et lorsqu'on combine ces deux indicateurs pour mesurer ce qu'Afrobarometer appelle « l'offre de démocratie », on constate que seulement un Africain sur trois (35%) environ pensent vivre dans un pays en grande partie ou totalement démocratique et est satisfait du fonctionnement de la démocratie, soit une régression de 5 points par rapport à la décennie précédente.

Les mêmes tendances générales sont évidentes en ce qui concerne plusieurs autres indicateurs de l'offre (Figure 11). Les évaluations de la qualité des élections sont demeurées sensiblement stables (66% en 2011/2013 à 65% en 2019/2021), tout comme le sentiment que

les fonctionnaires jouissent d'une impunité quand ils commettent des crimes (40% dans les deux cas). D'autres indicateurs n'affichent que des déclinés très faibles : Les perceptions selon lesquelles le président est généralement tenu de rendre des comptes au Parlement (de 62% à 59%) et de respecter les lois et les tribunaux (de 60% à 58%) ont légèrement régressé.

En somme, la comparaison de nos indicateurs globaux « demande de démocratie » et « offre de démocratie » révèle une légère tendance baissière dans les deux cas, avec un déficit constant de l'offre (Figure 12). Les États africains ne répondent pas aux aspirations démocratiques de leurs citoyens.

Figure 9 : Niveau et satisfaction du fonctionnement de la démocratie | 34 pays | 2019/2021

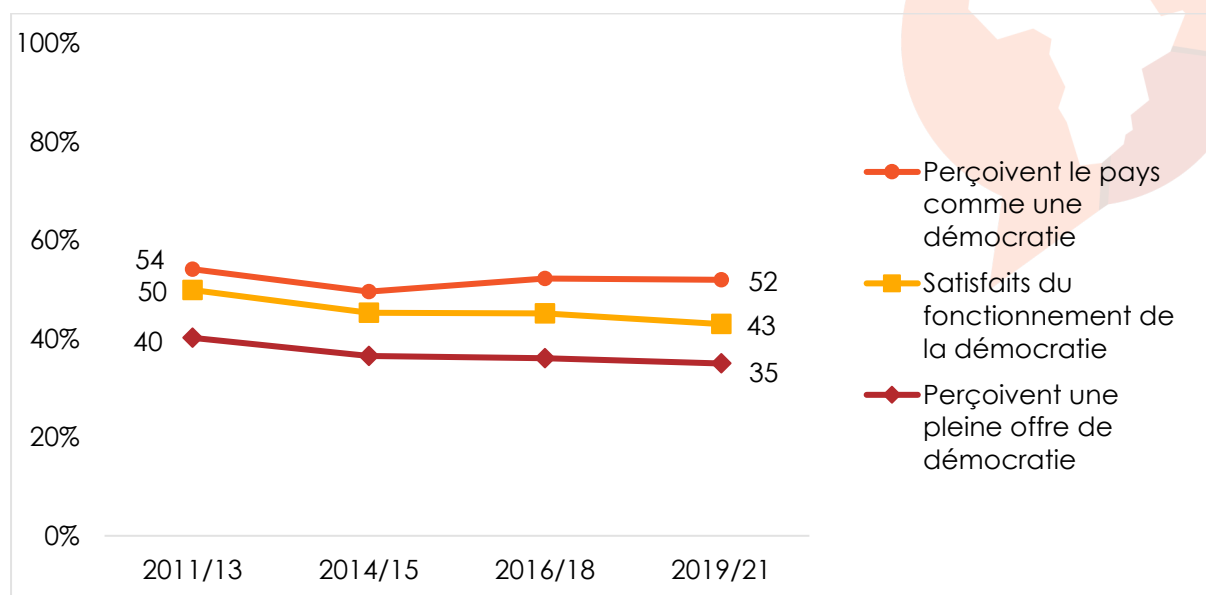


Questions posées aux répondants :

A votre avis, quel est le niveau de la démocratie dans votre pays aujourd'hui ?

Dans l'ensemble, quel est votre degré de satisfaction de la manière dont la démocratie fonctionne dans votre pays ?

Figure 10 : Offre de démocratie | 30 pays | 2011-2021

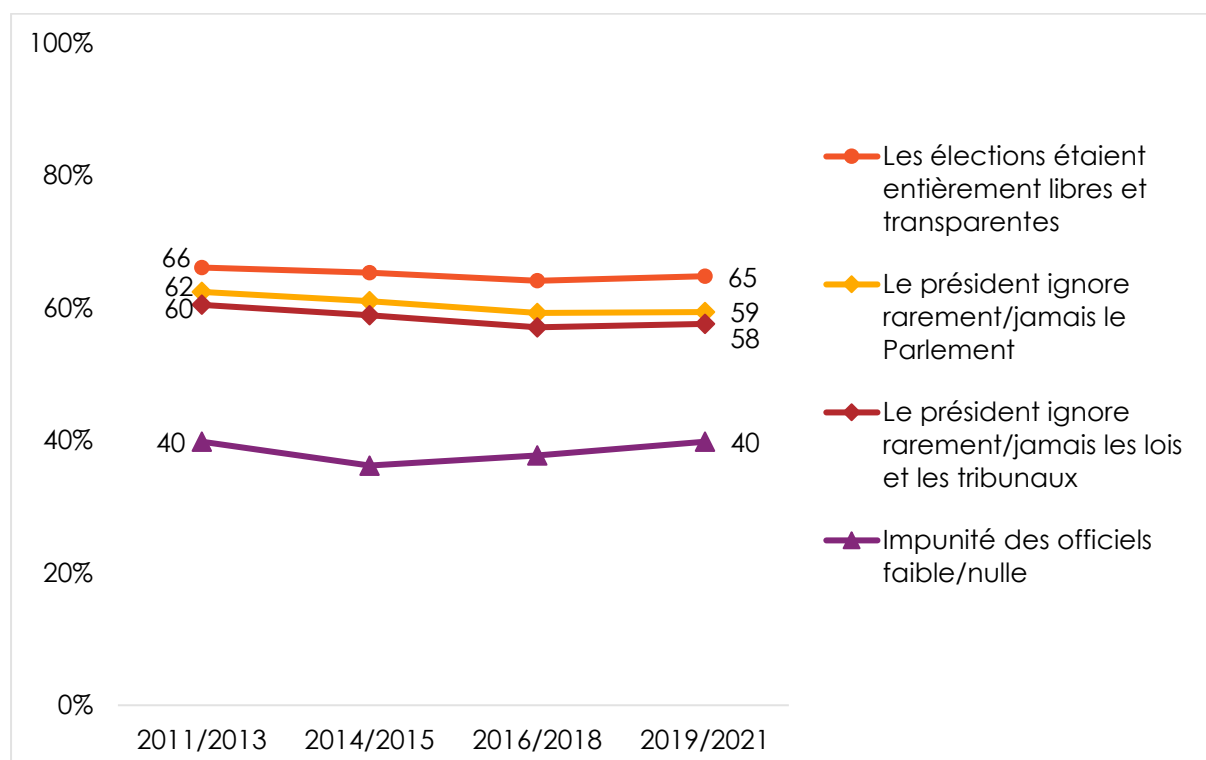


Questions posées aux répondants :

A votre avis, quel est le niveau de la démocratie dans votre pays aujourd'hui ? (% qui disent « pleine démocratie » ou « démocratie avec des problèmes mineurs »)

Dans l'ensemble, quel est votre degré de satisfaction de la manière dont la démocratie fonctionne dans votre pays ? (% qui disent « assez satisfait » ou « très satisfait »)

Figure 11 : Offre d'institutions démocratiques | 30* pays | 2011-2021



% qui disent que les dernières élections étaient « entièrement libres et transparentes » ou « libres et transparentes avec des problèmes mineurs »

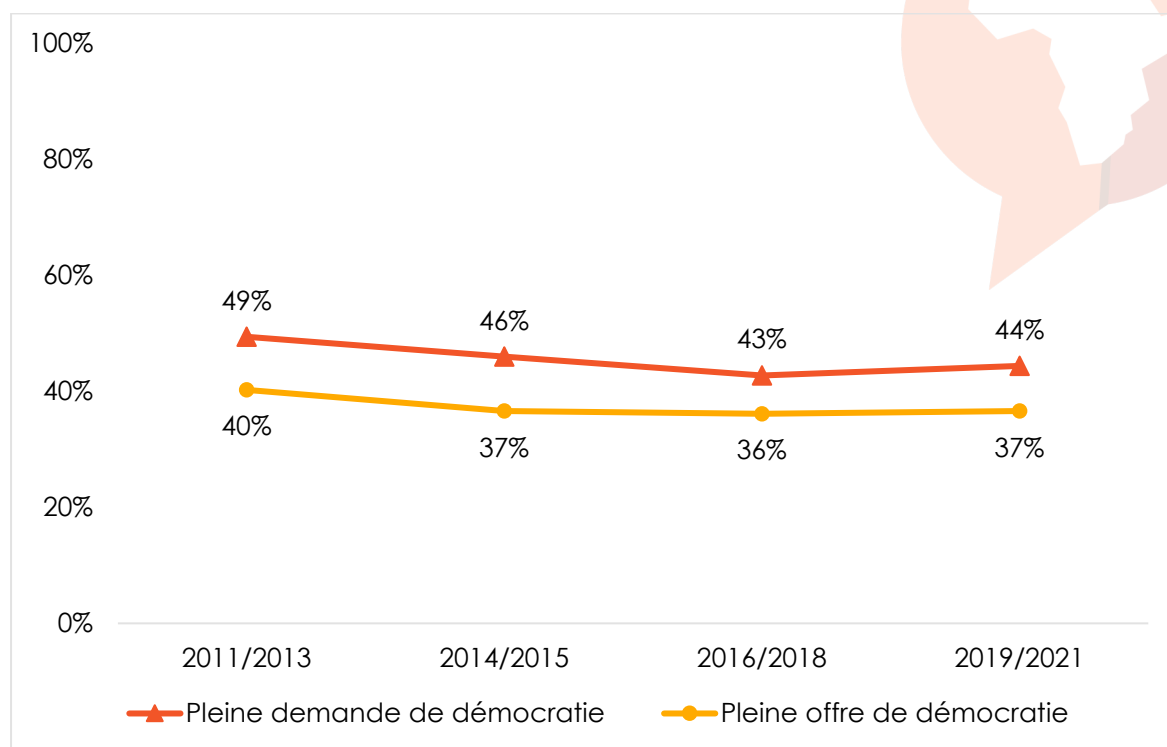
% qui disent que le président ignore « rarement » ou « jamais » le Parlement

% qui disent que le président ignore « rarement » ou « jamais » les lois et les tribunaux

% qui disent que les officiels qui commettent des crimes sont « rarement » ou « jamais » impunis

* Les questions concernant le président ignorant le Parlement et les lois/tribunaux n'ont pas été posées au Soudan.

Figure 12 : Demande de démocratie et déficit de l'offre | 29 pays* | 2011-2021



Pleine demande de démocratie : % qui préfèrent la démocratie et rejettent toutes les alternatives autoritaires

Pleine offre de démocratie : % qui décrivent leur pays comme « une pleine démocratie » ou « une démocratie avec des problèmes mineurs » et sont « assez satisfaits » ou « très satisfaits » du fonctionnement de la démocratie

* L'Eswatini n'est pas inclus.

L'engagement démocratique de la jeunesse africaine

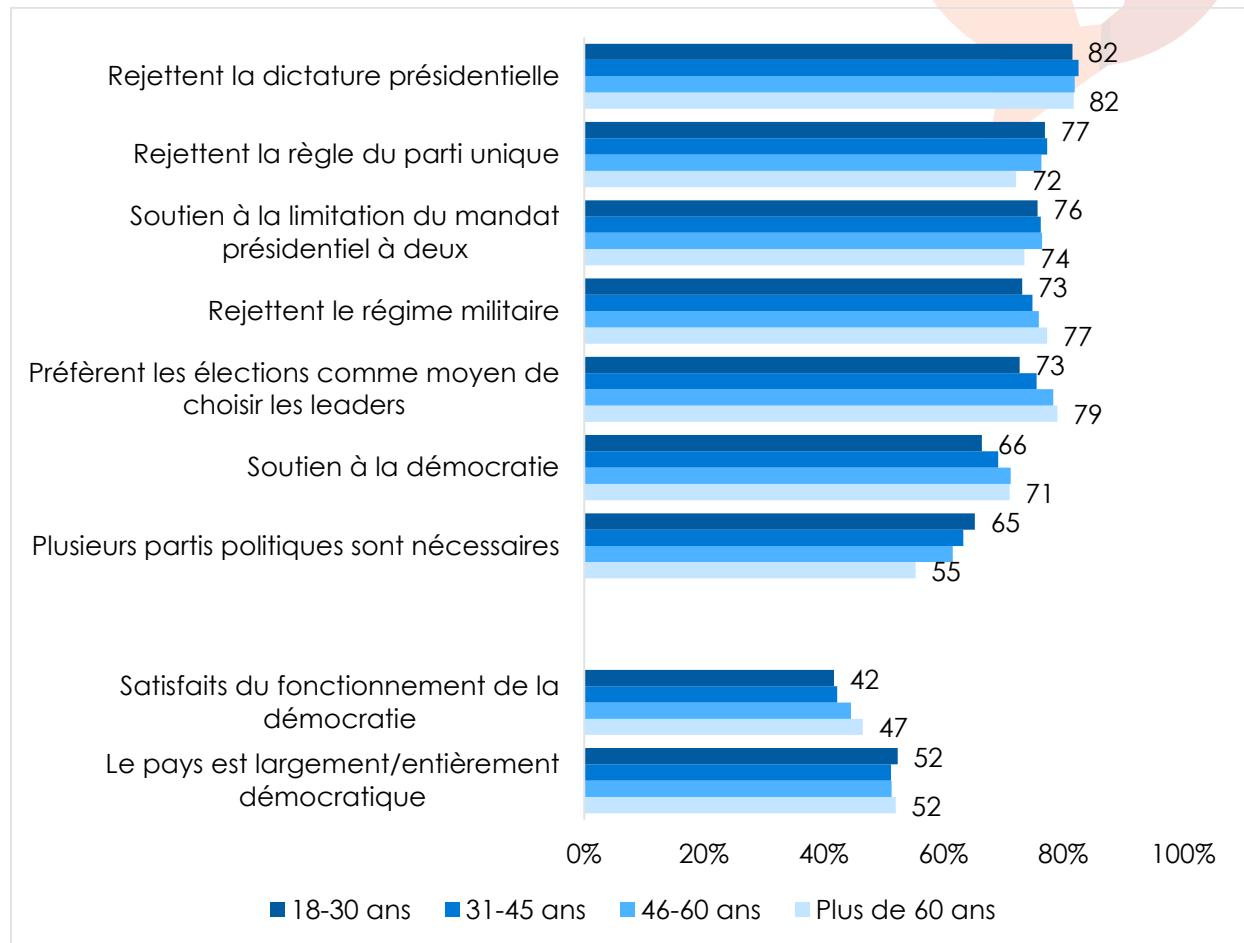
Face aux défis auxquels l'Afrique se heurte en matière de démocratie, de nombreux analystes et militants placent leurs espoirs d'un avenir démocratique en la jeunesse (Mampilly, 2021). L'engagement des jeunes est souvent perçu comme un pilier de la démocratie ; par exemple, ce sont les jeunes qui sont les plus susceptibles de participer aux manifestations qui peuvent parfois servir de vecteur pour faire pression sur les institutions démocratiques ou les défendre. Mais il existe également de nombreux facteurs – du manque de statut économique au manque d'expérience avec les alternatives autocratiques que leurs parents ont connues – susceptibles de saper la volonté ou la capacité des jeunes de revendiquer et de lutter pour la démocratie (Cheeseman, 2022). Une étude approfondie de cette problématique dépasse le cadre de ce rapport, mais nous proposons quelques points de données importants qui suggèrent la valeur d'une analyse plus approfondie.

Dans l'ensemble, les résultats agrégés sur une série d'indicateurs ne révèlent pas de tendance cohérente. Les tranches d'âge la plus jeune (18-30 ans) et la plus âgée (plus de 60 ans) de nos échantillons sont à peu près aussi susceptibles de rejeter le régime unipersonnel et de soutenir la limitation des mandats (Figure 13). Les jeunes sont toutefois un peu moins susceptibles de rejeter le régime militaire (un écart de -4 points de pourcentage), de soutenir les élections comme meilleure méthode de désignation des dirigeants (-6 points) et de soutenir la démocratie en général (-5 points). En revanche, ils sont un peu plus susceptibles que leurs aînés de rejeter un État à parti unique (+5 points) et surtout de croire en la valeur du multipartisme (+10 points).

Quant à l'évaluation des résultats politiques dans leur pays, les Africains plus jeunes et plus âgés sont très proches dans leur évaluation du degré de démocratie de leur pays, mais les

jeunes sont nettement moins satisfaits (-5 points) de ces résultats politiques, ce qui suggère peut-être que les jeunes attendent davantage de leur système politique que leurs aînés.

Figure 13 : Indicateurs de demande et d'offre de démocratie, par âge | 34 pays
| 2019/2021

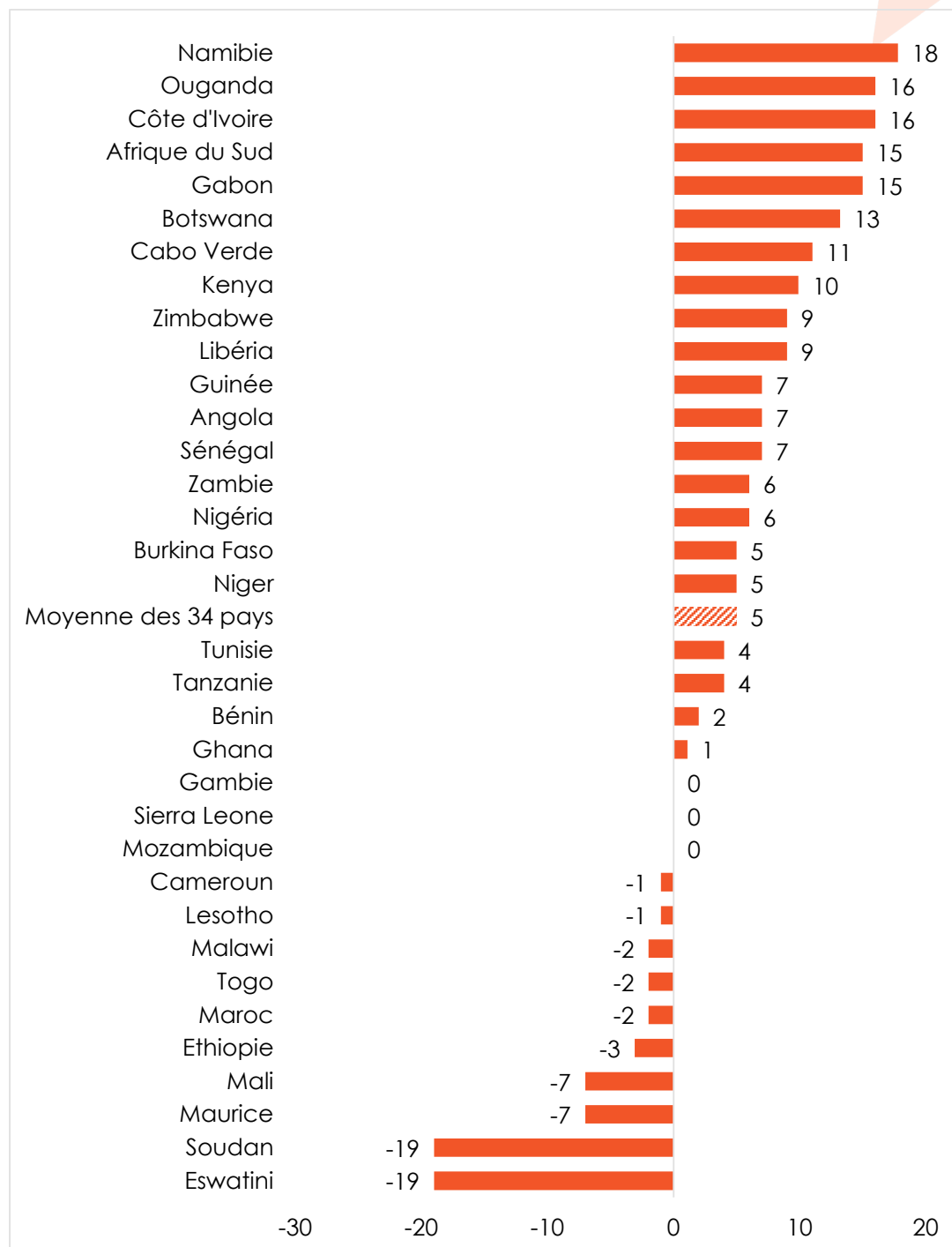


Mais comme bien souvent, des disparités importantes entre pays sous-tendent ces écarts globaux relativement faibles. Comme nous l'avons noté, le soutien à la démocratie parmi le groupe d'âge le plus vieux est supérieur de 5 points à celui du groupe le plus jeune (Figure 14). Mais l'écart se creuse davantage, jusqu'à 15 points ou plus au Gabon, en Afrique du Sud, en Côte d'Ivoire, en Ouganda et en Namibie, ce qui constitue un avertissement sévère pour ces pays quant au désintéressement relatif des jeunes vis-à-vis de la démocratie. En revanche, en Eswatini et au Soudan, deux pays marqués par des manifestations et des luttes en faveur de la démocratie au cours des dernières années, les jeunes sont beaucoup plus susceptibles de soutenir la démocratie, avec une marge de 19 points dans les deux pays. Il est clair que la jeunesse africaine n'est pas monolithique, et l'évaluation des contextes nationaux sera un élément important pour mieux comprendre les perspectives des jeunes sur la démocratie.

Les jeunes ont la réputation d'être plus enclins à agir, par exemple en descendant dans la rue pour protester contre leur gouvernement, et les chiffres le confirment : 19% des 18-30 ans disent avoir participé à une manifestation ou à une marche de protestation au cours de l'année écoulée, contre 12% des plus de 60 ans. Mais en ce qui concerne les actions plus quotidiennes qui contribuent à construire et à défendre la démocratie, comme le vote, le bilan des jeunes est beaucoup moins encourageant. Un bon tiers (33%) des 18-30 ans déclarent ne pas avoir voté lors de la dernière élection nationale (sans compter ceux qui étaient trop jeunes pour voter), contre seulement 16% des plus de 60 ans (Figure 15) (Logan,

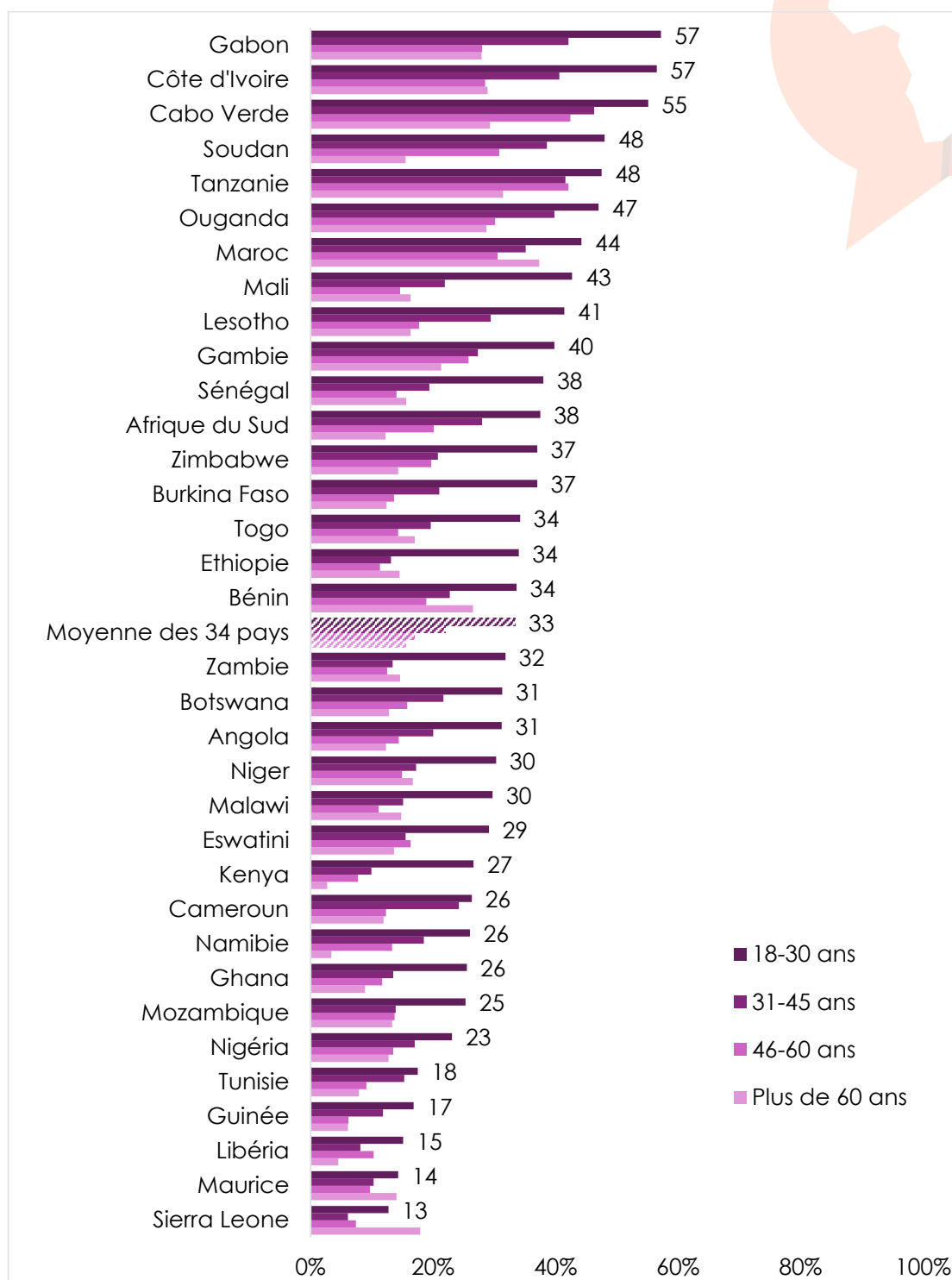
Sanny, & Han, 2021). Nous observons à nouveau de grandes variations d'un pays à l'autre, mais dans ce cas, le schéma est plus cohérent : Les jeunes sont moins susceptibles de voter que les citoyens plus âgés dans tous les pays sauf en Sierra Leone, et ils sont à peu près aussi susceptibles de (ne pas) voter à Maurice. L'écart n'est inférieur à 10 points de pourcentage que dans deux autres pays, le Bénin et le Maroc, et culmine à 33 points au Soudan.

Figure 14 : Écart entre les cohortes d'âge les plus âgées et les plus jeunes en faveur de la démocratie comme meilleur système | 34 pays | 2019/2021



La figure montre la différence, en points de pourcentage, du soutien à la démocratie entre la cohorte la plus âgée (plus de 60 ans) et la cohorte la plus jeune (18-30 ans). Les nombres positifs indiquent que le soutien est plus élevé parmi la cohorte plus âgée, tandis que les nombres négatifs indiquent que le soutien est plus élevé parmi les jeunes.

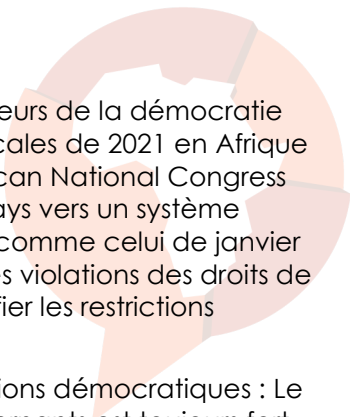
Figure 15 : N'ont pas voté aux dernières élections, par âge | 34 pays | 2019/2021



Question posée aux répondants : Lors de la dernière élection de [20xx], avez-vous voté, ou non, ou étiez-vous trop jeune pour voter ? Ou vous ne pouvez-vous rappeler si vous avez voté ? (% qui disent « je n'ai pas voté ». Les répondants qui étaient trop jeunes pour voter sont exclus.)

Efficacité et qualité des élections

Les élections demeurent une institution de premier plan, bien que controversée, de la démocratie. Les élections transparentes peuvent constituer le fondement d'une alternance politique et, peut-être, permettre de progresser dans la lutte contre la corruption et le sous-développement. Par exemple, en août 2021, la victoire de l'opposant Hakainde Hichilema



face au président zambien Edgar Lungu a suscité l'espoir des défenseurs de la démocratie de renverser la dérive autoritaire du pays. De même, les élections locales de 2021 en Afrique du Sud ont dynamisé les partisans de l'opposition et bouleversé l'African National Congress (ANC) au pouvoir, qui, pour la première fois depuis la transition du pays vers un système majoritaire, n'a pas obtenu 50% des suffrages. Mais d'autres scrutins, comme celui de janvier 2021 en Ouganda, ont été marqués par des actes de violence et des violations des droits de l'homme, ainsi que par l'instrumentalisation de la COVID-19 pour justifier les restrictions imposées sur les activités de campagne.

Nous avons pu constater que les Africains restent attachés aux élections démocratiques : Le soutien aux élections comme moyen idéal de désignation des gouvernants est toujours fort, bien qu'en baisse par rapport aux niveaux précédents. Mais ils se préoccupent également de la qualité des élections, et beaucoup d'entre eux sont sceptiques quant à la capacité des élections à provoquer une alternance réelle. Une bonne moitié d'entre eux déclarent ne pas penser que les élections permettent effectivement aux électeurs de « révoquer les dirigeants qui ne comblent pas leurs attentes » (Figure 16) (Logan et M'Cormack-Hale, 2021 ; M'Cormack-Hale et Dome, 2021).

Mais la diversité des opinions est surprenante : 14% seulement des Gabonais pensent que les élections sont un moyen efficace d'effectuer un changement de dirigeants, contre 85% des Gambiens. Dans les enquêtes réalisées avant leurs récentes élections porteuses de changement, seuls 56% des Zambiens et 37% des Sud-Africains étaient optimistes quant à l'efficacité des élections.

L'optimisme quant à l'utilité des élections pour induire l'alternance suppose une certaine confiance dans le caractère libre et transparent des élections. Mais les élections peuvent se dérouler mal – ou bien – de plusieurs façons. Les questions essentielles vont de la régularité des conditions de campagne à la sécurité et à l'intégrité de l'environnement de vote et à la transparence du décompte le jour du scrutin.

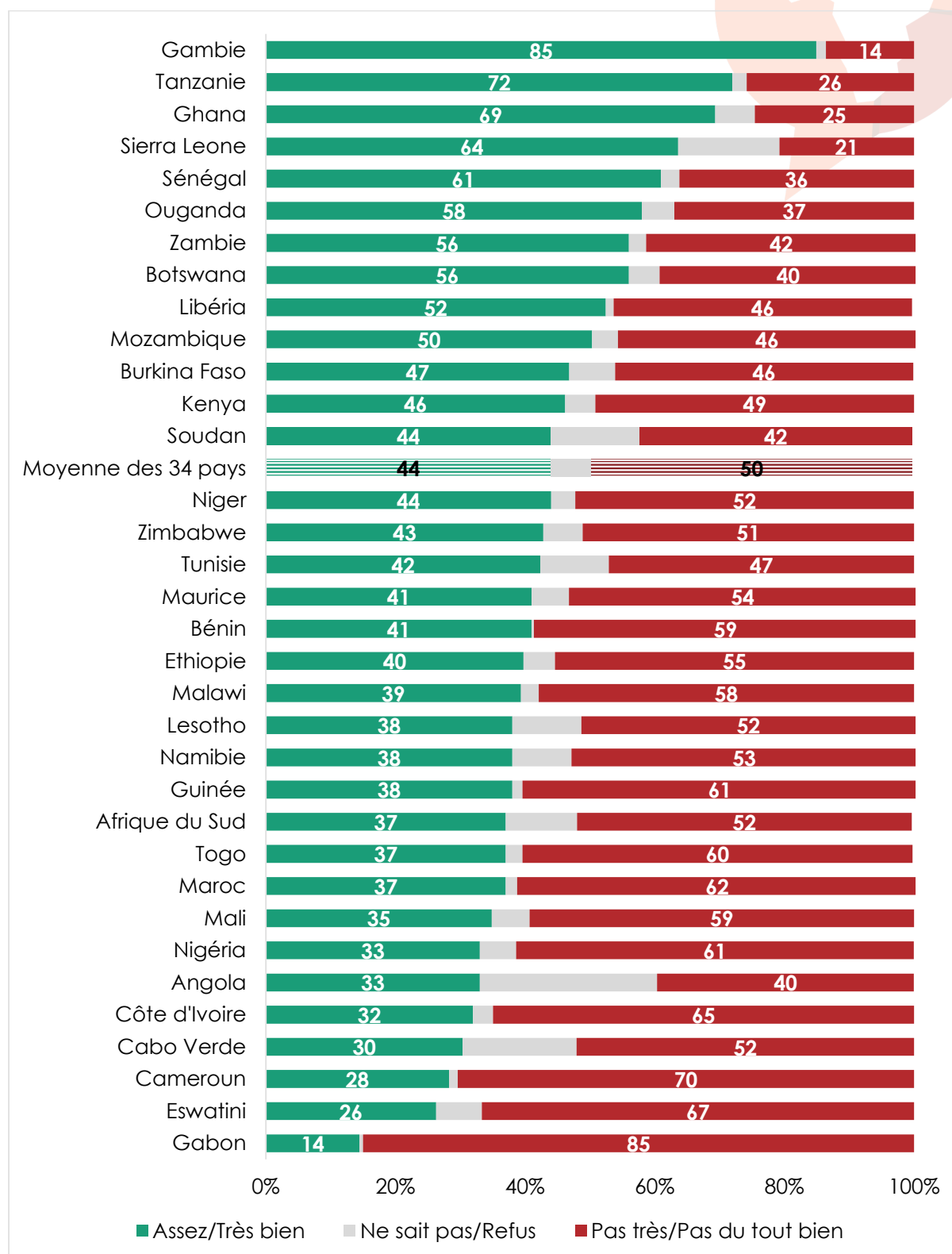
Au vu des préoccupations des analystes concernant la qualité des élections en Afrique, il pourrait être surprenant qu'en moyenne, les Africains soient plutôt satisfaits de certains aspects de leurs élections. Sans doute le plus important, près de neuf personnes sur 10 (87%) affirment qu'elles sont libres de voter comme bon leur semble (Figure 17). Des majorités importantes sont de cet avis dans les 34 pays sondés, dont 90% ou plus dans 19 pays. Même parmi les Angolais, qui sont pourtant les moins confiants quant à leur liberté de vote, 66% affirment être libres de voter comme ils l'entendent.

De grandes majorités ont également un avis positif sur l'environnement électoral de leur pays. Interrogés sur leur dernière élection, au moins huit sur 10 disent ne pas avoir observé des actes d'intimidation (87%) ou d'ingérence (81%) de la part des forces de sécurité et ne pas avoir craint des actes d'intimidation ou de violence (80%). Presqu'autant déclarent qu'aucun pot-de-vin n'a été offert en échange d'un vote (79%) et que les personnes votant deux fois ne le font que rarement ou pas du tout (76%).

De fortes majorités expriment également leur confiance dans le secret du scrutin (69%), dans la fiabilité du dépouillement (69%) et dans la sincérité des résultats communiqués par leur commission électorale (64%). Mais considérant que 15% des Africains déclarent que les votes ne sont « souvent » pas équitablement dépouillés et que 26% pensent que les résultats annoncés ne correspondent pas au scrutin réel, la qualité des élections présente encore d'importantes lacunes à combler. En outre, les Africains ne pensent pas que les candidats soient sur un pied d'égalité : 36% seulement affirment que les médias ont couvert équitablement tous les candidats lors de la dernière élection.

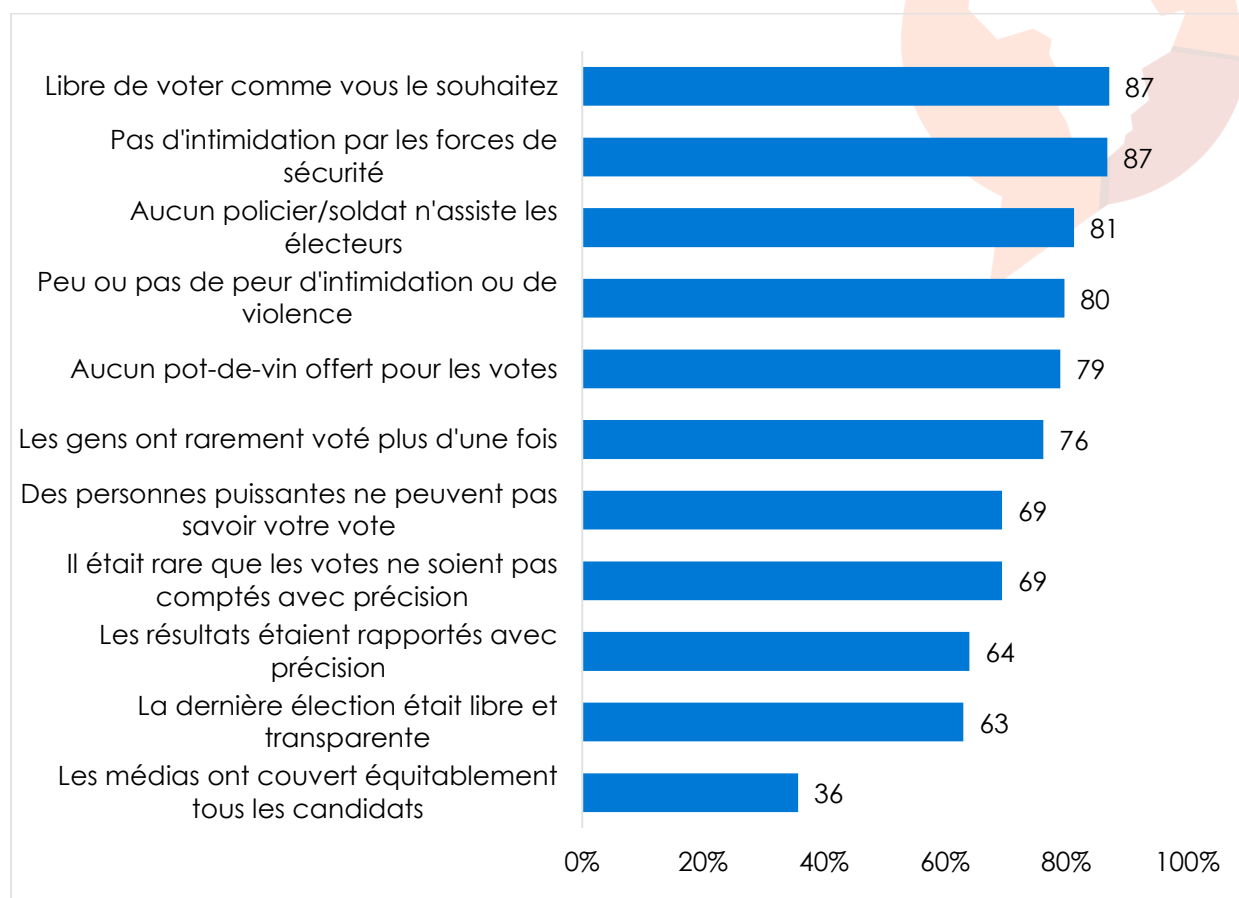
En guise d'indicateur synthétique, près de deux tiers (63%) des Africains déclarent que les dernières élections nationales de leur pays ont été soit « entièrement libres et transparentes », soit « libres et transparentes avec des problèmes mineurs ». Toutefois, trois personnes sur 10 environ affirment que la dernière élection a connu des « problèmes majeurs » (13%) ou n'a pas été « libre et transparente » (16%). Ces appréciations sont restées assez stables au cours de la dernière décennie dans les 30 pays où elles ont été suivies depuis 2011 (Figure 18).

Figure 16 : Les élections permettent-elles aux électeurs de révoquer les dirigeants non performants ? | 34 pays | 2019/2021



Question posée aux répondants : En pensant à la manière dont les élections se déroulent en pratique dans ce pays. Combien les élections garantissent-elles que les électeurs puissent révoquer les dirigeants qui ne comblent pas leurs attentes ?

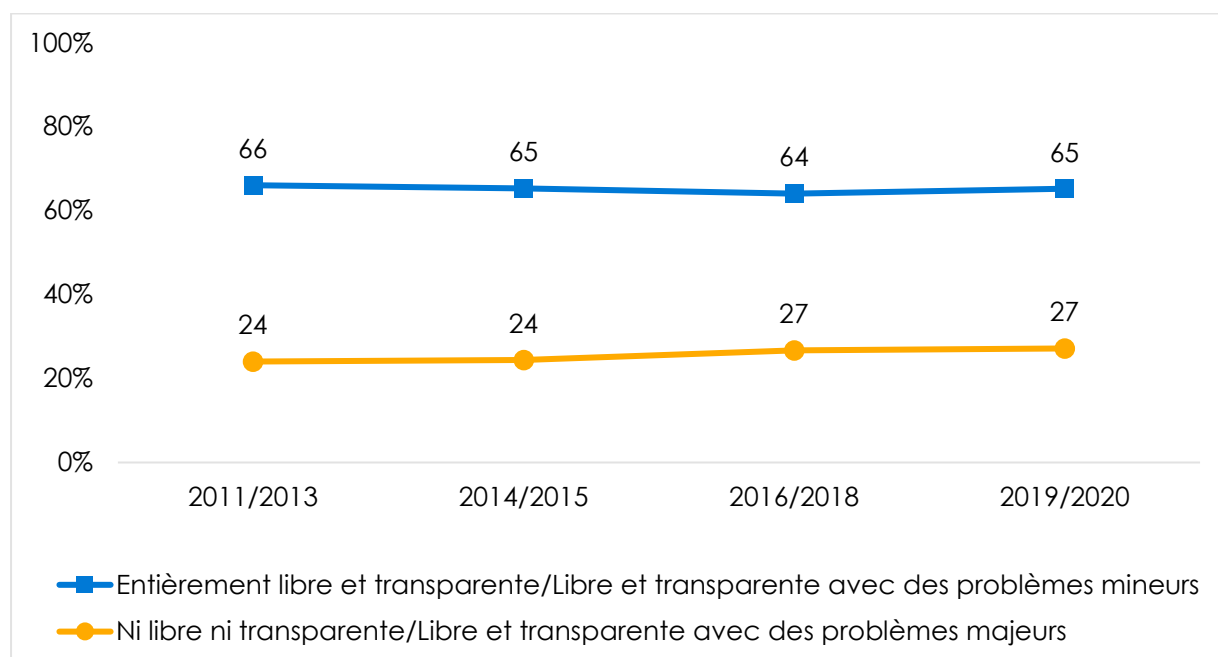
Figure 17 : Évaluations positives des conditions électorales | 34 pays | 2019/2021



À l'exception de « Libre de voter comme vous le souhaitez », toutes les questions rapportées ici portaient sur les conditions lors de la dernière élection nationale. Source : Enquêtes Afrobarometer, 2019/2021.

Figure 18 : A quel point la dernière élection était-elle libre et transparente ?

| 30 pays | 2011-2021

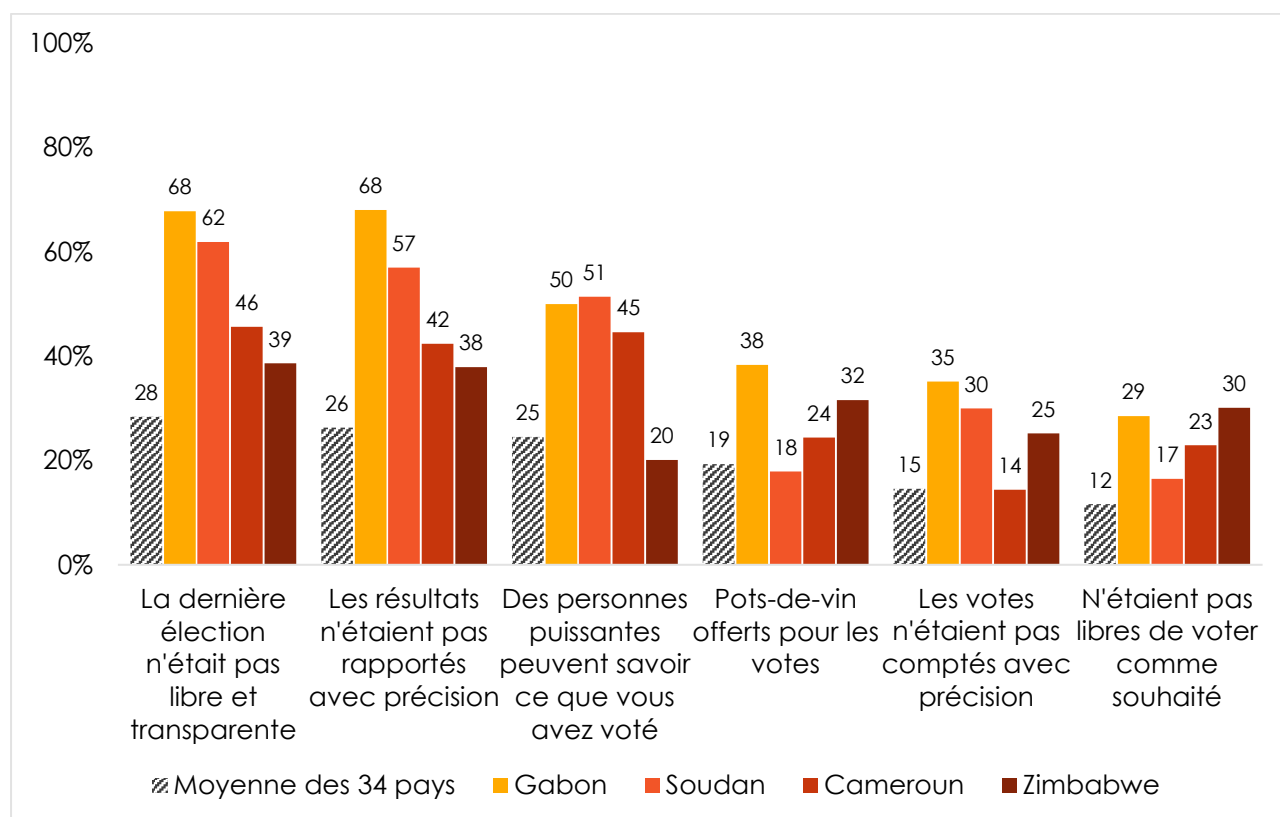


Question posée aux répondants : Globalement et selon vous, à quel point la toute dernière élection de [20xx] était-elle libre et transparente?

Mais ces statistiques encourageantes pourraient occulter des problèmes profonds dans certains pays. Par exemple, alors que seulement 3% des Namubiens affirment que les votes ne sont « souvent » pas décomptés correctement, un quart ou plus des citoyens considèrent les décomptes inexacts comme un problème fréquent au Zimbabwe (25%), au Soudan (30%) et au Gabon (35%) (Figure 19). De même, alors que seulement 2% des Guinéens et 3% des Cabo Verdiens, Gambiens et Ghanéens affirment ne pas être libres de voter comme ils l'entendent, 30% des Zimbabwéens et 29% des Gabonais disent ne pas avoir ce droit fondamental.

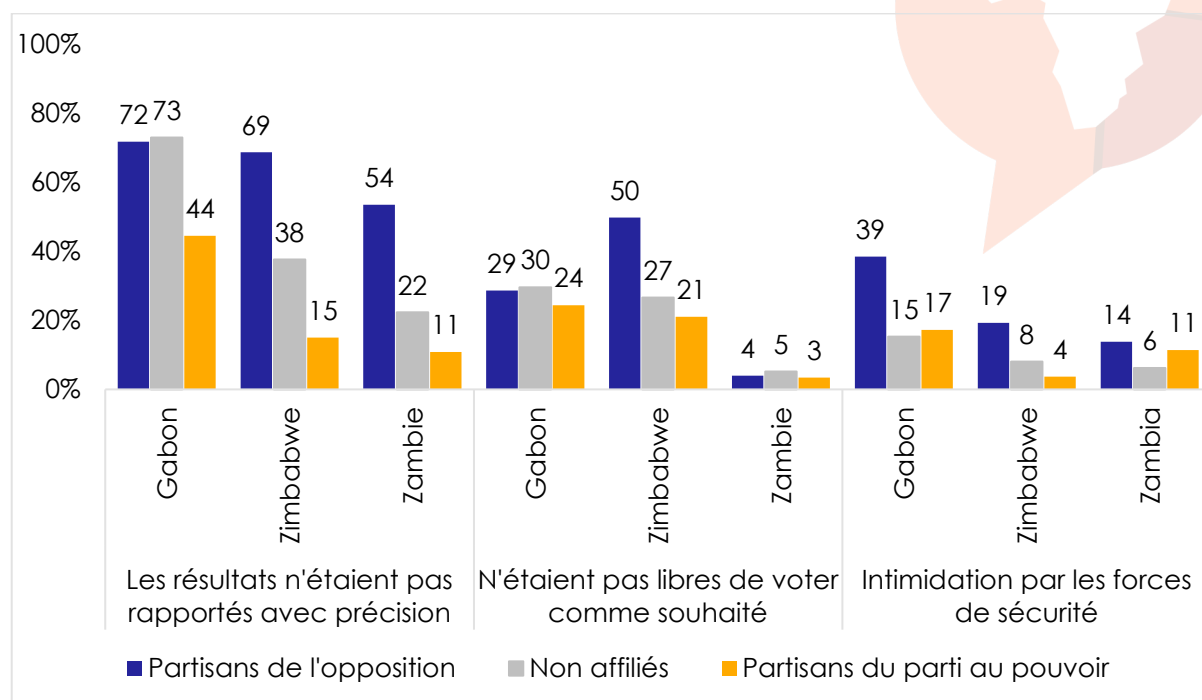
Dans les quatre pays les moins performants – le Gabon, le Soudan, le Cameroun et le Zimbabwe – cette situation se manifeste à travers tous les indicateurs susmentionnés. Dans ces quatre pays, sur 10 indicateurs (à l'exception de l'équité des médias), plus d'un citoyen sur quatre en moyenne citent des problèmes liés à leur système électoral.

Figure 19 : Évaluations négatives des conditions électorales : Les pays les moins performants parmi les pays sondés | 34 pays | 2019/2021



Nos conclusions suggèrent que les partisans des partis d'opposition font souvent les frais de manœuvres électorales répressives. Par exemple, les partisans de l'opposition en Zambie et au Zimbabwe sont plus de quatre fois plus susceptibles que les adhérents du parti au pouvoir de penser que les résultats des élections sont faussés (Figure 20). Au Gabon, même les partisans du parti au pouvoir ont peu confiance en la qualité de leurs élections (44% pensent que les résultats sont faussés), mais les partisans de l'opposition sont beaucoup plus négatifs (72%). Nous observons des différences similaires en matière d'expériences personnelles liées à l'intimidation et d'opinions sur le choix du vote.

Figure 20 : Écarts entre les points de vue du pouvoir et de l'opposition sur les obstacles électoraux | Gabon, Zambie et Zimbabwe | 2019/2021



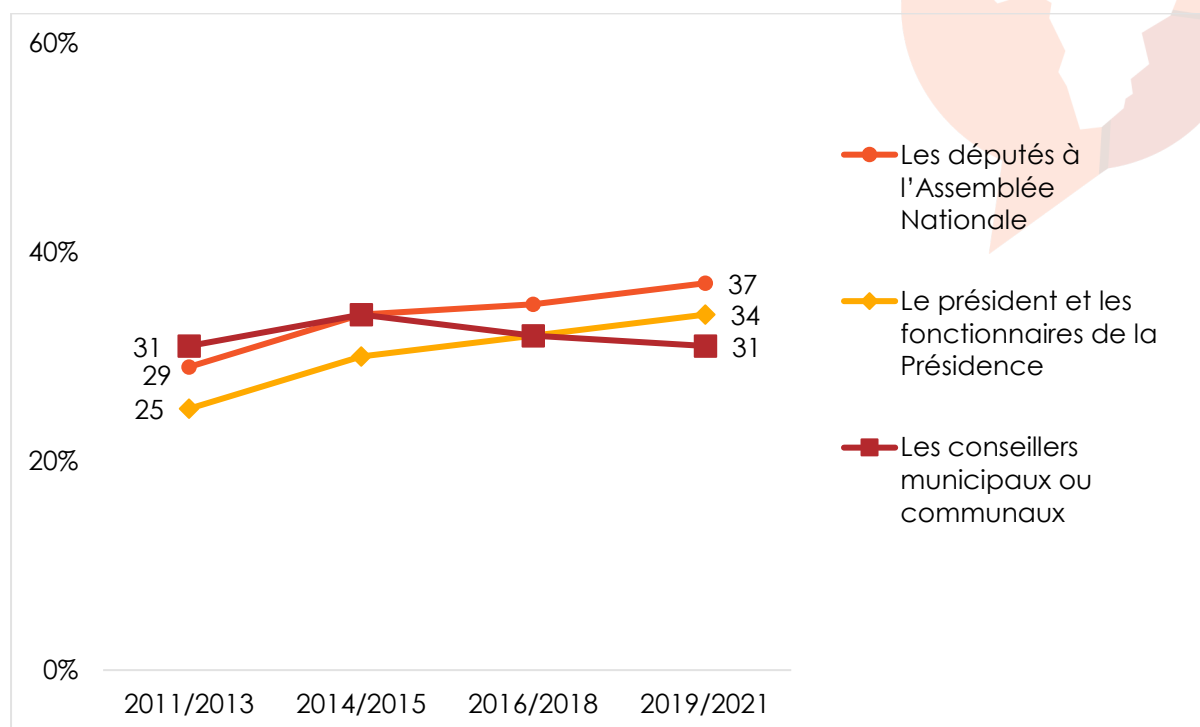
Corruption et insatisfaction vis-à-vis de la démocratie

Si l'Afrique du Sud, le Sénégal et Maurice sont des sociétés très différentes, elles ont en commun le fait que leurs citoyens sont de plus en plus mécontents du fonctionnement de leurs démocraties. Un autre point commun réside dans le fait que de grandes majorités de citoyens affirment que la corruption est en hausse dans leur pays. En moyenne, à travers 34 pays, près de six répondants sur 10 (58%) affirment que la corruption dans leur pays s'est « quelque peu » ou « beaucoup » accrue au cours de l'année écoulée, dont 72% des Sud-Africains, 75% des Sénégalais et 77% des Mauriciens. En outre, près de deux tiers (64%) affirment que leur gouvernement réussit « assez mal » ou « très mal » à contrôler la corruption (Keulder, 2021).

Ces tendances parallèles ne sont pas dues à une coïncidence (Keulder & Mattes, 2021). Nos conclusions suggèrent qu'à mesure que les gens perçoivent une montée de la corruption au sein de leurs principales institutions gouvernementales, ils sont de plus en plus mécontents de leur démocratie. La perception de la corruption parmi les dirigeants élus pourrait être particulièrement préjudiciable. La perception selon laquelle un nombre important de députés et de responsables de la Présidence se livrent à des actes de corruption s'est régulièrement accrue au cours de la dernière décennie, se traduisant par une hausse de 8 points de pourcentage pour les députés et de 9 points pour la Présidence (Figure 21). Les niveaux de corruption perçue chez les conseillers municipaux se sont également accrues dans un premier temps, mais sont maintenant revenus au même niveau qu'il y a 10 ans (31% des citoyens pensent que « la plupart » ou « tous » sont corrompus).

Et il ne s'agit pas seulement d'un problème de perception. Parmi les répondants qui ont cherché à obtenir des services publics essentiels au cours de l'année précédente, plus d'un tiers affirment avoir dû verser des pots-de-vin pour obtenir l'assistance de la police (36%) ou éviter des problèmes avec la police (34%), et de nombreux autres déclarent avoir versé des pots-de-vin pour bénéficier de services élémentaires tels que la délivrance d'un document d'identité (25%), des soins médicaux (19%) ou des services scolaires publics (18%).

Figure 21 : Evolutions de la perception de corruption parmi les leaders élus
| 30 pays* | 2011-2021



Questions posées aux répondants : Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? (% qui disent « la plupart » ou « tous »)

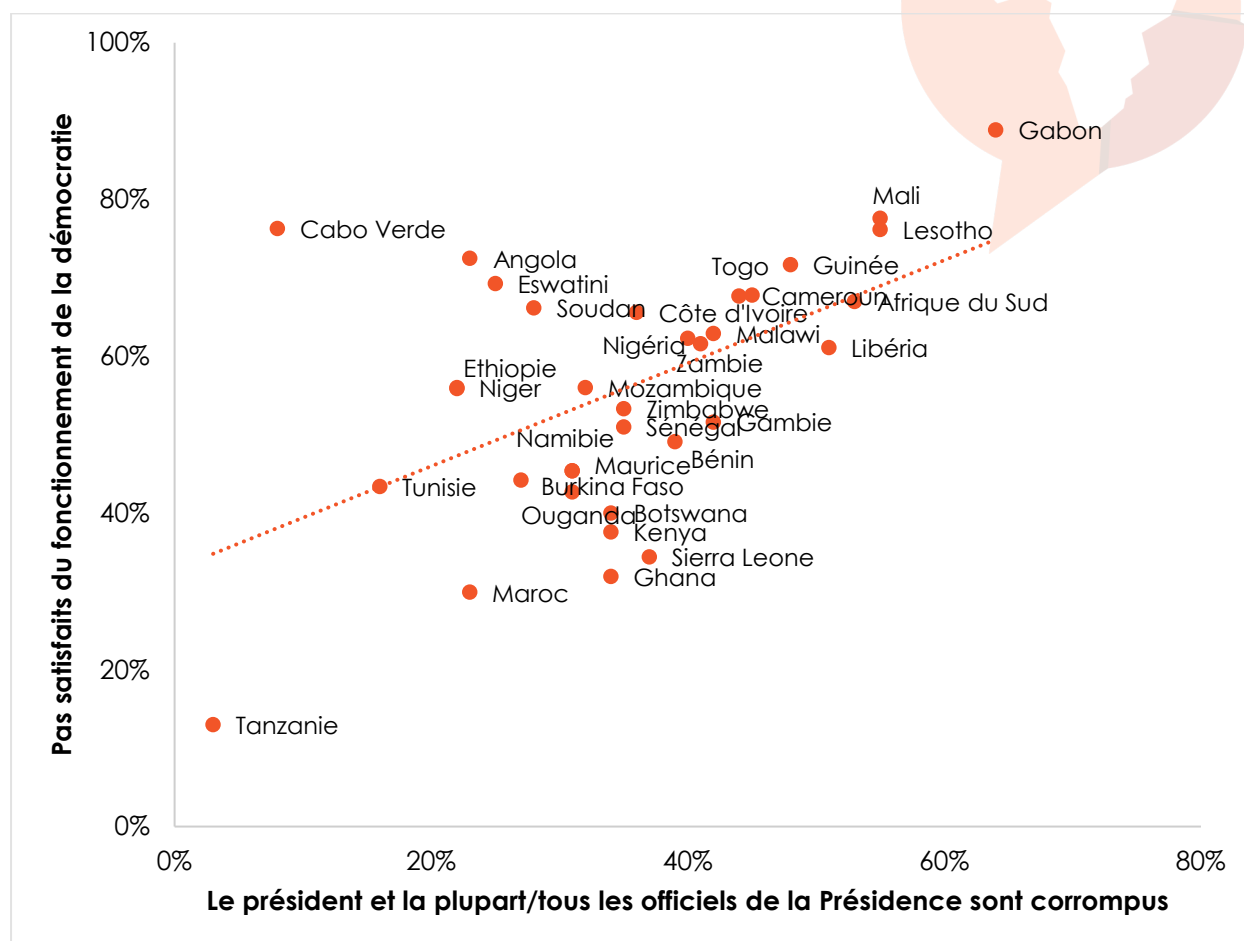
* La question du président/premier ministre n'a pas été posée au Maroc en 2011/2013. La question sur les conseillers des collectivités locales n'a pas été posée au Malawi en 2014/2015.

Si de nombreux facteurs sont susceptibles d'expliquer le désintérêt des citoyens pour le fonctionnement de la démocratie, nos conclusions suggèrent que la perception croissante de la corruption y est pour beaucoup. Parmi les répondants qui font état d'une corruption institutionnelle importante dans leur pays, 39% seulement estiment que leur pays est démocratique, et 30% sont satisfaits du fonctionnement de la démocratie. En revanche, parmi tous les autres répondants, 57% estiment vivre dans une démocratie, et 45% sont satisfaits de son fonctionnement. A quelques exceptions près, les pays où les gens perçoivent des niveaux élevés de corruption affichent également des niveaux élevés d'insatisfaction – ce qui est certainement le cas au Gabon, au Mali, au Lesotho, en Guinée et en Afrique du Sud (Figure 22).

Et au fil du temps, lorsque les perceptions de la corruption croissent ou décroissent, les niveaux d'insatisfaction vis-à-vis de la démocratie tendent à suivre le mouvement. En Guinée et au Mali, la hausse de la perception de la corruption et le mécontentement vis-à-vis de la démocratie ont servi de toile de fond aux coups d'État militaires. Nous évoquerons d'autres exemples dans la section suivante.

En revanche, être obligé de verser des pots-de-vin semble avoir peu d'impact sur le niveau de soutien ou de satisfaction vis-à-vis de la démocratie. Ce phénomène s'explique très probablement par le fait que les gens établissent des distinctions : Lorsqu'on leur demande de verser des pots-de-vin, ils y voient un problème de fonctionnaires de rang inférieur sous-payés ou cupides. Mais lorsqu'ils entendent parler de détournements de fonds massifs, de dessous de table ou de contrats attribués à des proches, ils sont beaucoup plus susceptibles d'y voir un échec du système démocratique. Les mécanismes de corruption de grande envergure nécessitent généralement l'implication ou l'assentiment implicite des élus, ce qui établit un lien direct entre corruption et démocratie dans l'esprit des gens.

Figure 22 : Corruption et non satisfaction avec le fonctionnement de la démocratie
 | 34 pays | 2019/2021



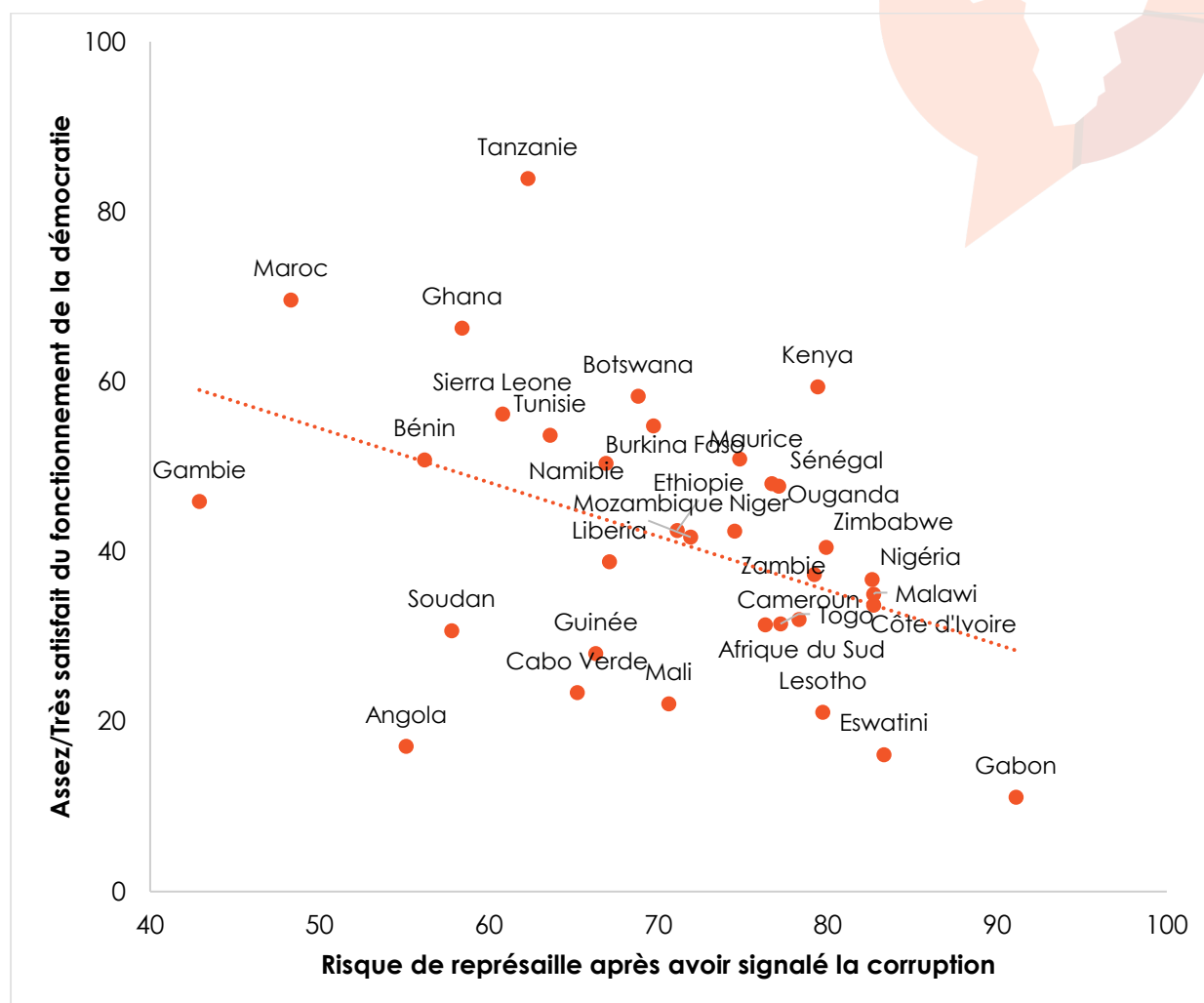
Questions posées aux répondants :

Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : Le président de la République et les fonctionnaires de la Présidence ? (% qui disent « la plupart » ou « tous »)
Dans l'ensemble, quel est votre degré de satisfaction de la manière dont la démocratie fonctionne dans votre pays ? (% qui sont « assez satisfaits » ou « très satisfaits »)

Pearson's $r=0.536$, significatif à partir de .01

La démocratie semble également compromise par le fait que la capacité du public à s'engager dans la lutte contre la corruption est fortement limitée par la peur des représailles : Sept Africains sur 10 (70%) pensent que les citoyens ordinaires risquent des représailles ou d'autres conséquences négatives s'ils signalent des cas de corruption aux autorités, tandis que seul un Africain sur quatre (27%) pensent pouvoir s'exprimer sans crainte. Cela a des conséquences directes sur la démocratie : Les pays où moins de personnes estiment risquer des représailles pour avoir dénoncé des actes de corruption ont tendance à se déclarer plus satisfaits de la démocratie (Figure 23).

Figure 23 : Corrélation entre la satisfaction du fonctionnement de la démocratie et le risque de représailles pour avoir signalé la corruption | 34 pays | 2019/2021



Questions posées aux répondants :

Dans ce pays, les citoyens ordinaires peuvent-ils signaler les actes de corruption sans peur, ou risquent-ils des représailles ou d'autres conséquences négatives quand ils parlent ? (% qui disent « risquent des représailles ou d'autres conséquences négatives »)

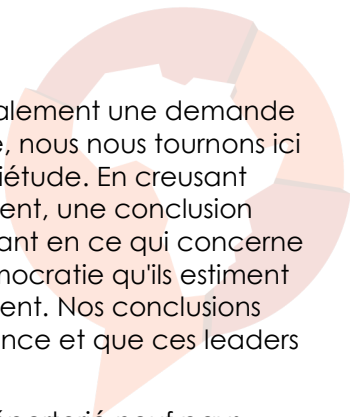
Dans l'ensemble, quel est votre degré de satisfaction de la manière dont la démocratie fonctionne dans votre pays ? (% qui sont « assez satisfaits » ou « très satisfaits »)

Pearson's $r = -0.426$, significative à partir de .05

Les grandes démocraties en difficulté ?

En Afrique du Sud, le mécontentement vis-à-vis de la démocratie n'a cessé de croître parallèlement aux scandales de corruption liés aux efforts déployés par le président alors en exercice, Jacob Zuma, pour aider ses proches à remporter des marchés et à acquérir de l'influence au sein de son administration. Et le mécontentement a continué de croître sous son successeur, Cyril Ramaphosa, dont le cabinet a été confronté à ses propres scandales, notamment l'implication du porte-parole personnel de Ramaphosa dans un vol important de matériel de secours contre le coronavirus et le scandale plus récent du « cash-in-couch » (Wroughton & Houreld, 2022).

Jusqu'en 2014, le Ghana a également connu des hausses comparables de la perception de la corruption et de l'insatisfaction vis-à-vis de la démocratie. Cependant, les limogeages très médiatisés en 2015 de juges accusés de corruption, l'élection en 2016 du Président Nana Akufo-Addo sur un programme anti-corruption et la nomination d'un procureur spécial chargé de la corruption semblent avoir inversé ces tendances, du moins temporairement.



Si, jusqu'à présent, nous avons fait valoir que l'Afrique exprime généralement une demande résolue de démocratie, même si l'offre de démocratie est défailante, nous nous tournons ici vers certains cas spécifiques de pays qui suscitent davantage d'inquiétude. En creusant davantage les statistiques de l'opinion publique à l'échelle du continent, une conclusion surprenante émerge : Certaines des tendances les plus négatives – tant en ce qui concerne le degré de démocratie que les citoyens désirent et le degré de démocratie qu'ils estiment recevoir – sont observées dans les principales démocraties du continent. Nos conclusions montrent clairement que le contexte national a une grande importance et que ces leaders démocratiques méritent une attention particulière.

En 2021, le think tank Freedom House (2021), basé à Washington, a répertorié neuf pays africains considérés « libres » dans son Indice de Liberté Globale. Afrobarometer a suivi les tendances au cours de la dernière décennie dans sept d'entre eux : Le Botswana, le Cabo Verde, le Ghana, Maurice, la Namibie, l'Afrique du Sud et la Tunisie. Presque tous ces pays affichent une insatisfaction croissante de la population et une baisse du soutien à la démocratie comme meilleur système de gouvernance (Logan & Howard, 2021).

Les tendances sont les plus marquées dans les trois pays qui ont permis un ancrage de la démocratie en Afrique australe pendant trois décennies. Le Botswana est l'un des seuls pays africains à avoir préservé la démocratie dans les années 1970 et 1980. Au début des années 1990, la Namibie et l'Afrique du Sud l'ont rejoint, la domination de la minorité blanche ayant cédé la place à de nouvelles constitutions et à de nouveaux dirigeants.

Tous trois ont été confrontés à des défis démocratiques. Plus particulièrement, malgré des élections libres et régulières, chacun d'entre eux a été dirigé par un seul parti politique dominant tout au long de la période démocratique. L'absence d'une opposition viable est une faiblesse fondamentale de leurs systèmes politiques, bien que les élections locales de 2021 en Afrique du Sud, au cours desquelles l'ANC au pouvoir n'a remporté que 46% des suffrages à l'échelle nationale, suggèrent que la domination de l'ANC pourrait s'estomper.

Mais cette réputation a été ébranlée par le scandale Fishrot en Namibie, dans le cadre duquel de hauts fonctionnaires sont accusés d'avoir accepté des pots-de-vin en échange de lucratifs droits de pêche, et par la prolifération des scandales de corruption en Afrique du Sud. Même au Botswana, les perceptions croissantes de la corruption ont fait l'objet d'une attention particulière (Isbell & Seabo, 2020). Ces expériences semblent avoir fortement affecté les attitudes du public.

Nous nous concentrons ici sur quatre indicateurs clés : la préférence pour la démocratie, la satisfaction vis-à-vis de la démocratie, la perception selon laquelle il y a peu ou pas de corruption à la Présidence, et la conviction que le pays va dans la bonne direction. Pour les trois pays, tous ces indicateurs ont considérablement régressé au cours de la dernière décennie (Figure 24 et Figure 25).

Le Botswana avait au départ les perceptions les plus positives, et a enregistré les régressions les moins marquées. Mais même ici, la perception de la probité de la Présidence a régressé de 21 points de pourcentage, tandis que les autres indicateurs ont régressé de plus de 10 points.

Les baisses de la Namibie comprennent une perte de confiance de 14 points dans l'intégrité de la Présidence et un effondrement remarquable de 54 points dans la perception que le pays va dans la bonne direction, à seulement 18%, l'un des niveaux les plus bas enregistrés dans les 34 pays.

En Afrique du Sud, en revanche, tous les indicateurs ont perdu de 20 à 32 points. Les attitudes des citoyens témoignent d'un risque de désastre démocratique, le soutien à la démocratie figurant désormais parmi les niveaux les plus bas enregistrés dans 34 pays.

Figure 24 : Indicateurs clés de démocratie de l'Afrique australe | 3 pays | 2011-2021

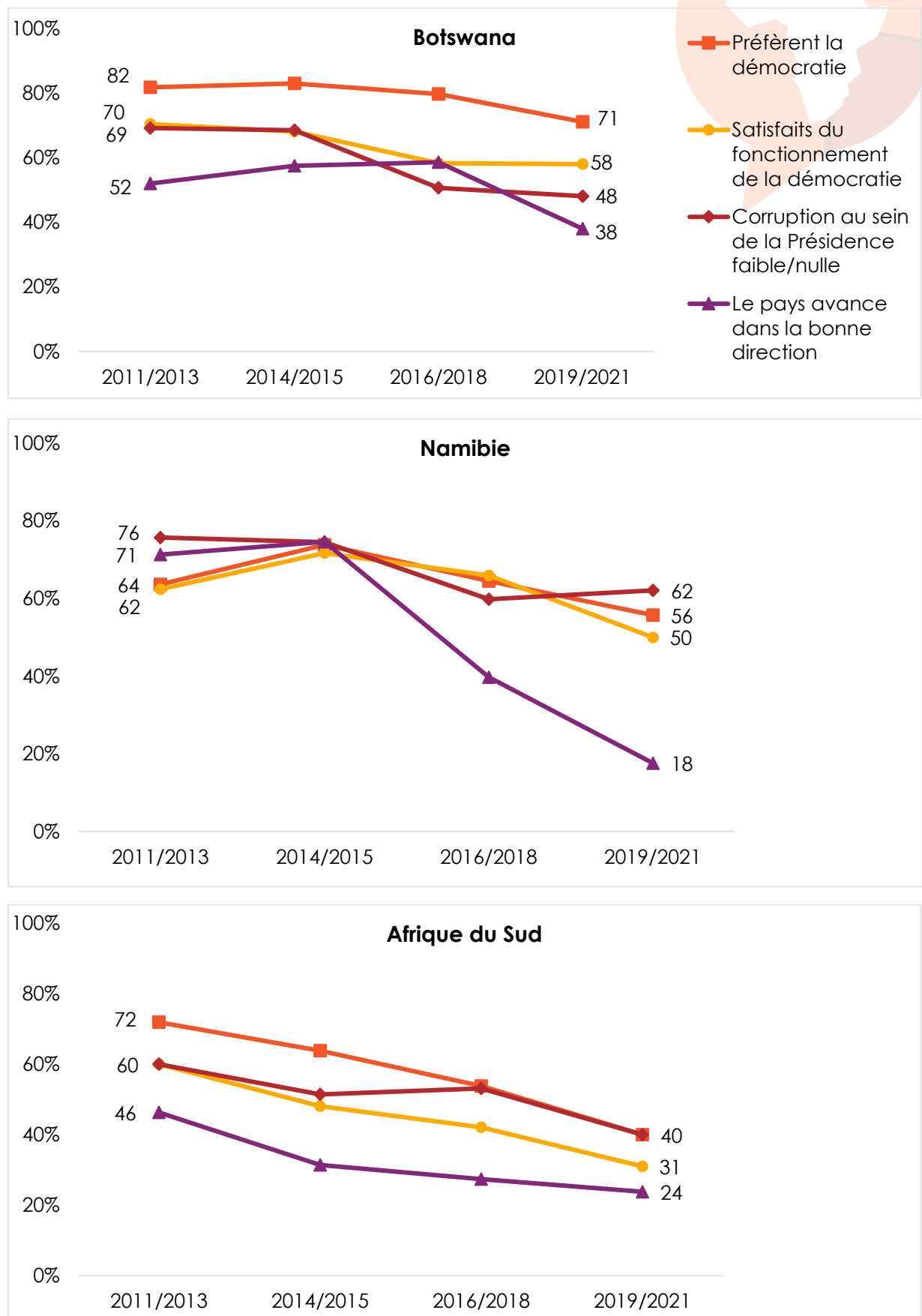
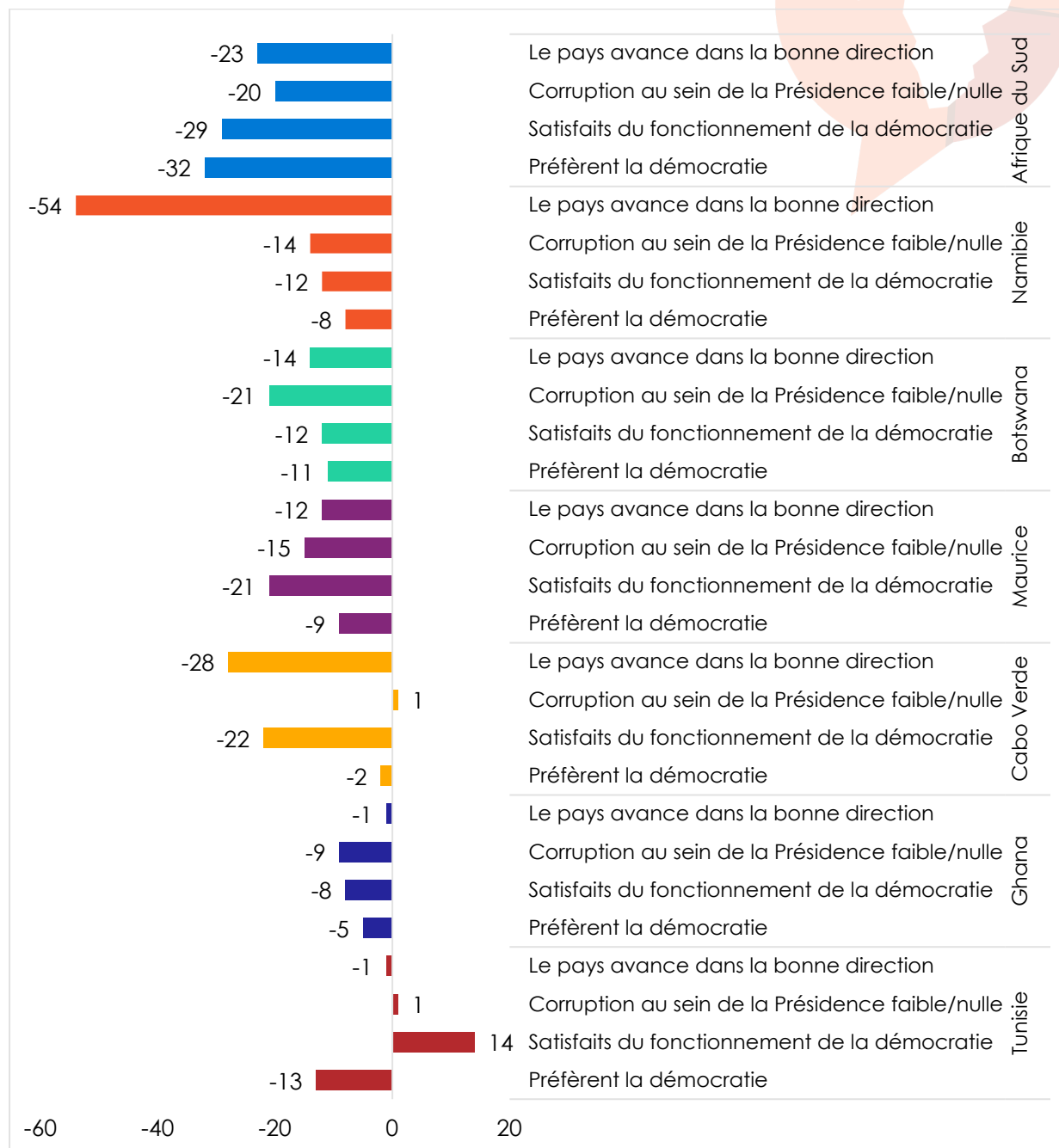
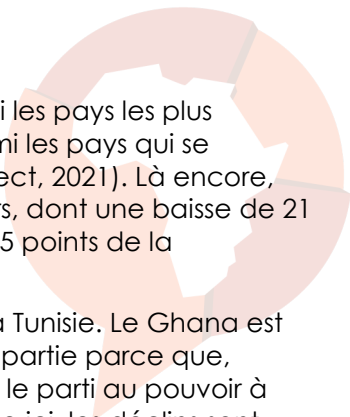


Figure 25 : Gains ou pertes d'indicateurs clés de démocratie pour les principales démocraties | 7 pays | 2011-2021



En ce qui concerne les petits États insulaires d'Afrique, plusieurs d'entre eux ont atteint des niveaux de démocratie remarquables : Selon Freedom House, le Cabo Verde, Maurice, São Tomé et Príncipe et les Seychelles sont « libres », et les Comores « partiellement libres ». Mais les tendances au Cabo Verde et à Maurice, bien que moins marquées que celles de l'Afrique du Sud, sont aussi majoritairement négatives. Les Cabo Verdiens sont relativement constants dans leur préférence pour la démocratie et leur confiance dans la probité de leurs dirigeants. Mais leur satisfaction vis-à-vis de la démocratie a régressé de 22 points, et 38% seulement pensent aujourd'hui que le pays va dans la bonne direction, soit une baisse de 28 points sur la décennie.



Par ailleurs, des analystes ont récemment cité Maurice à la fois parmi les pays les plus démocratiques du monde (Economist Intelligence Unit, 2020) et parmi les pays qui se rapprochent le plus vite de l'autocratie (Varieties of Democracy Project, 2021). Là encore, nous constatons des déclin de 9 à 21 points sur les quatre indicateurs, dont une baisse de 21 points de la satisfaction vis-à-vis de la démocratie et une baisse de 15 points de la perception de la probité de la Présidence.

Nous nous tournons enfin vers deux pays plus au Nord, le Ghana et la Tunisie. Le Ghana est devenu à bien des égards le leader démocratique du continent, en partie parce que, contrairement à leurs pairs d'Afrique australe, les citoyens ont évincé le parti au pouvoir à plusieurs reprises. Bien que les tendances soient également à la baisse ici, les déclin sont bien moins importants et la tendance générale est à une volatilité légère plutôt qu'à un déclin considérable à long terme. Avec un taux de soutien à la démocratie de 77% et l'un des plus hauts niveaux de satisfaction enregistrés, à 66%, la démocratie ghanéenne semble reposer sur des bases un peu plus solides, même s'il reste à voir si la crise de la dette qui sévit actuellement dans le pays ne va pas ébranler cette position (Gyimah-Boadi, 2022a, b).

La Tunisie, quant à elle, semblait auparavant être le seul pays du Printemps Arabe à maintenir une trajectoire démocratique. Mais alors que le pays peine à réaliser les progrès économiques et politiques escomptés, le soutien à la démocratie a chuté de 13 points au cours de la décennie. En définitive, le pays est passé du statut de pays « libre » à celui de pays « partiellement libre » dans le classement de Freedom House pour 2022.

Il n'y a pas de diagnostic unique – ou d'antidote unique – pour ce dont souffrent ces démocraties africaines. À Maurice, une élection entachée d'irrégularités en 2019 a érodé la confiance des citoyens en la santé de leur démocratie. La corruption a alimenté un mécontentement croissant en Afrique du Sud et ailleurs. Les mesures agressives prises par le Ghana pour lutter contre la corruption, en revanche, démontrent que les pouvoirs publics n'ont pas besoin de considérer le recul démocratique comme étant inévitable ou irréversible.

La Chine, l'Afrique et les attitudes démocratiques

Ces deux dernières décennies, les relations politiques et économiques entre l'Afrique et la Chine ont connu un essor considérable. Le rôle de plus en plus important de la Chine dans le financement du développement a soulevé des questions non seulement sur la dette et l'influence économique, mais aussi sur la démocratie et l'influence politique. Les défenseurs de la démocratie, tant au niveau national qu'international, ont fait part de leur inquiétude quant à ce que la possibilité pour les démocraties naissantes d'Afrique d'accéder aux ressources de développement chinoises sans les conditionnalités et les pressions démocratiques généralement imposées par les donateurs occidentaux pourrait saper les efforts visant à promouvoir une gouvernance plus démocratique et responsable sur le continent.

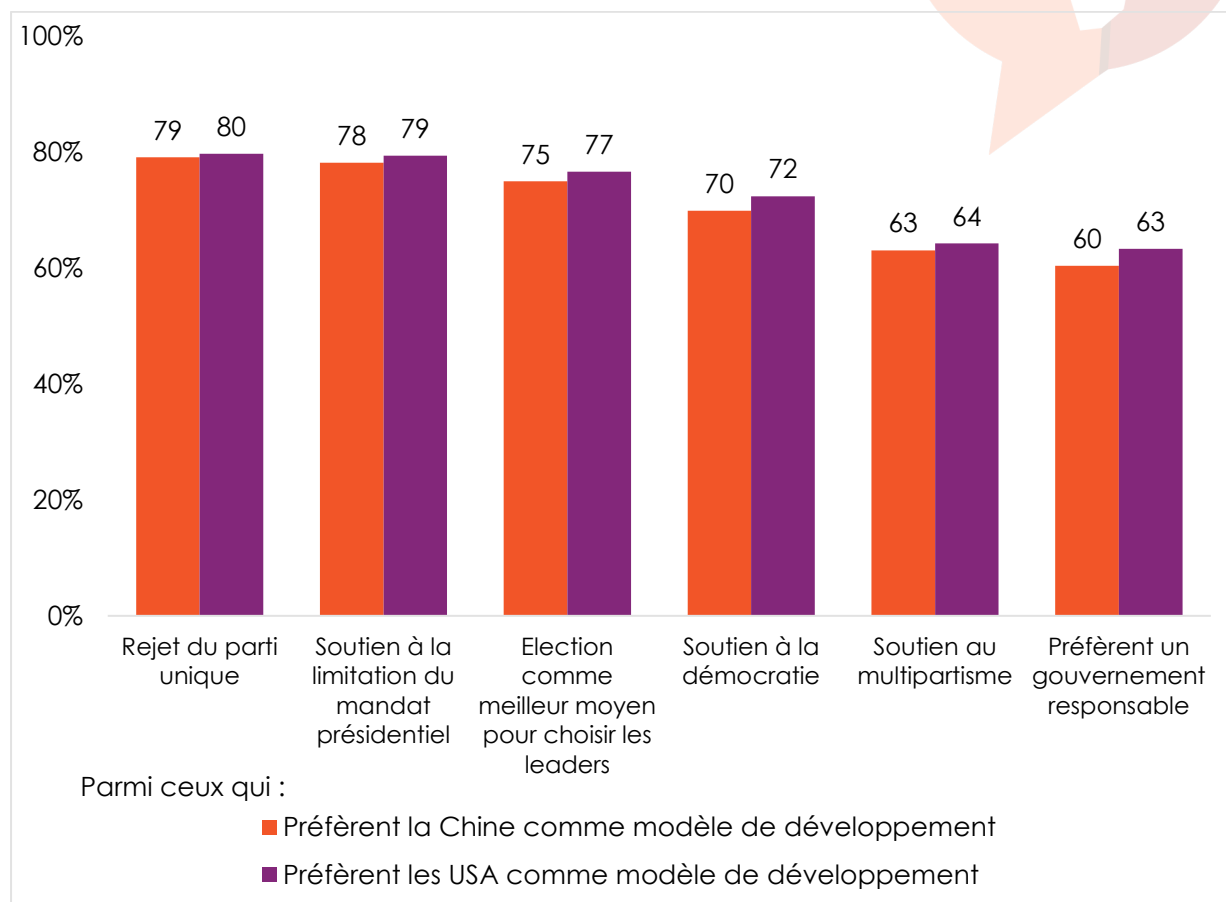
Mais l'influence croissante de la Chine sur le continent a-t-elle un impact sur les opinions des citoyens ordinaires vis-à-vis du projet démocratique ? Il semble que ce ne soit pas le cas.

Afrobarometer a demandé aux répondants quel pays offre « le meilleur modèle pour le développement futur » de leur pays. À travers 34 pays, 33% identifient les États-Unis comme le meilleur modèle, tandis que 22% préfèrent émuler la Chine. D'autres choisissent l'Afrique du Sud (12%) ou l'ancienne puissance coloniale de leur pays (11%), tandis que 7% préfèrent le modèle de leur propre pays (Sanny & Selormey, 2021).

Mais pour la plupart, les Africains qui privilégient le modèle chinois et ceux qui préfèrent le modèle américain sont à peu près autant susceptibles d'approuver la démocratie, les élections, la pluralité politique et un gouvernement qui rend des comptes, et de rejeter les alternatives autoritaires telles que l'État à parti unique ou le régime militaire (Figure 26). En bref, dans l'ensemble, il n'y a pas de différences statistiquement significatives dans le soutien à la démocratie ou aux institutions et normes démocratiques entre les répondants qui préfèrent la Chine comme modèle de développement et ceux qui préfèrent les États-Unis (la

différence de 3 points sur la préférence pour la reddition de comptes franchit à peine le seuil de signification) (Logan & Sanny, 2021).

Figure 26 : Soutien aux normes et institutions démocratiques | par préférence pour la Chine ou les USA comme modèle de développement | 34 pays | 2019/2021



Rejet de la règle du parti unique : % qui sont en « désaccord » ou « tout à fait en désaccord » qu'un seul parti est autorisé à se présenter aux élections et à gouverner
Soutien à la limitation du mandat présidentiel : % qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » que la Constitution devrait limiter l'exercice de la fonction présidentielle à un maximum de deux mandats
Les élections sont le meilleur moyen pour choisir les leaders : % qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » que « nous devrions choisir les leaders de ce pays à travers des élections régulières, libres et transparentes »
Soutien à la démocratie : % qui disent que « la démocratie est préférable à toute autre forme de gouvernement »
Soutien à la compétition multipartite : % qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » que « plusieurs partis politiques sont nécessaires pour garantir que les citoyens aient réellement le choix de ceux qui vont les gouverner »
Préfèrent un gouvernement responsable : % qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » que « Il est plus important pour les citoyens de pouvoir tenir le gouvernement pour responsable, même si cela implique une prise de décision plus lente »

Afrobarometer a également demandé aux répondants dans quelle mesure les activités économiques de la Chine influent sur l'économie de leur propre pays ; 61% répondent « un peu » ou « beaucoup » (12 points de pourcentage de moins depuis 2014/2015). À la question de savoir si l'influence de la Chine est surtout positive ou surtout négative, 63% disent qu'elle est « plutôt » ou « très positive », tandis que 60% disent la même chose des États-Unis.

Une fois encore, quand nous comparons les attitudes vis-à-vis de la démocratie entre ceux qui estiment l'influence de la Chine « très positive » et ceux qui l'estiment « très négative », les

écarts, quand il y en a, vont en fait dans le sens opposé de ce que les défenseurs de la démocratie pourraient prédire. Ceux qui expriment une opinion plus positive de l'influence de la Chine (ainsi que ceux qui estiment que la Chine a « une certaine » ou « beaucoup » d'influence, non illustré) sont quelque peu plus susceptibles de soutenir les institutions et les normes démocratiques (Figure 27). En résumé, les attitudes positives envers la Chine ne semblent pas saper l'engagement des Africains en faveur de la démocratie.

En ce qui concerne le degré de démocratie dont bénéficient les Africains, nous observons de modestes preuves d'un « effet Chine » : Lorsque les citoyens admirent la Chine comme modèle de développement, ils ont une meilleure perception de la gouvernance démocratique de leur propre pays. Il n'y a pas de distinction dans les évaluations de la mesure de la démocratie dans un pays entre ceux qui préfèrent les modèles chinois et américain (53% partout) (Figure 28). Mais pour ce qui est des mesures de la satisfaction vis-à-vis de la démocratie, de la qualité des élections et de la responsabilisation des présidents devant le Parlement et la justice, les Africains qui préfèrent le modèle chinois évaluent un peu plus positivement les conditions démocratiques dans leur propre pays.

Cela pourrait laisser penser que les Africains pro-Chine estiment que leurs gouvernements respectent des normes démocratiques moins strictes. Mais les différences ne sont pas suffisamment importantes pour suggérer que la présence de la Chine affecte sérieusement les préférences des Africains pour le système politique de leur pays ou leur perception de celui-ci.

Figure 27 : Soutien aux normes et institutions démocratiques | par perceptions positive/négative de l'influence de la Chine | 34 pays | 2019/2021

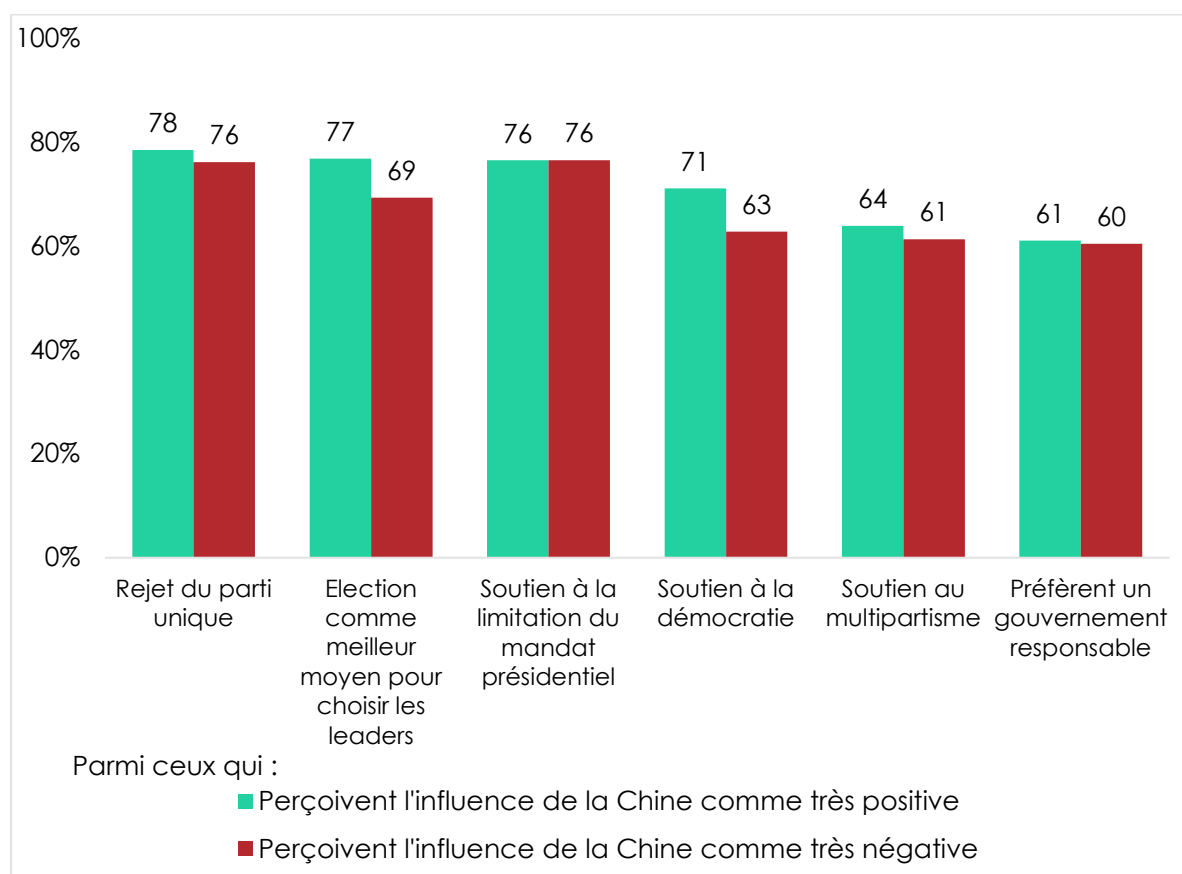
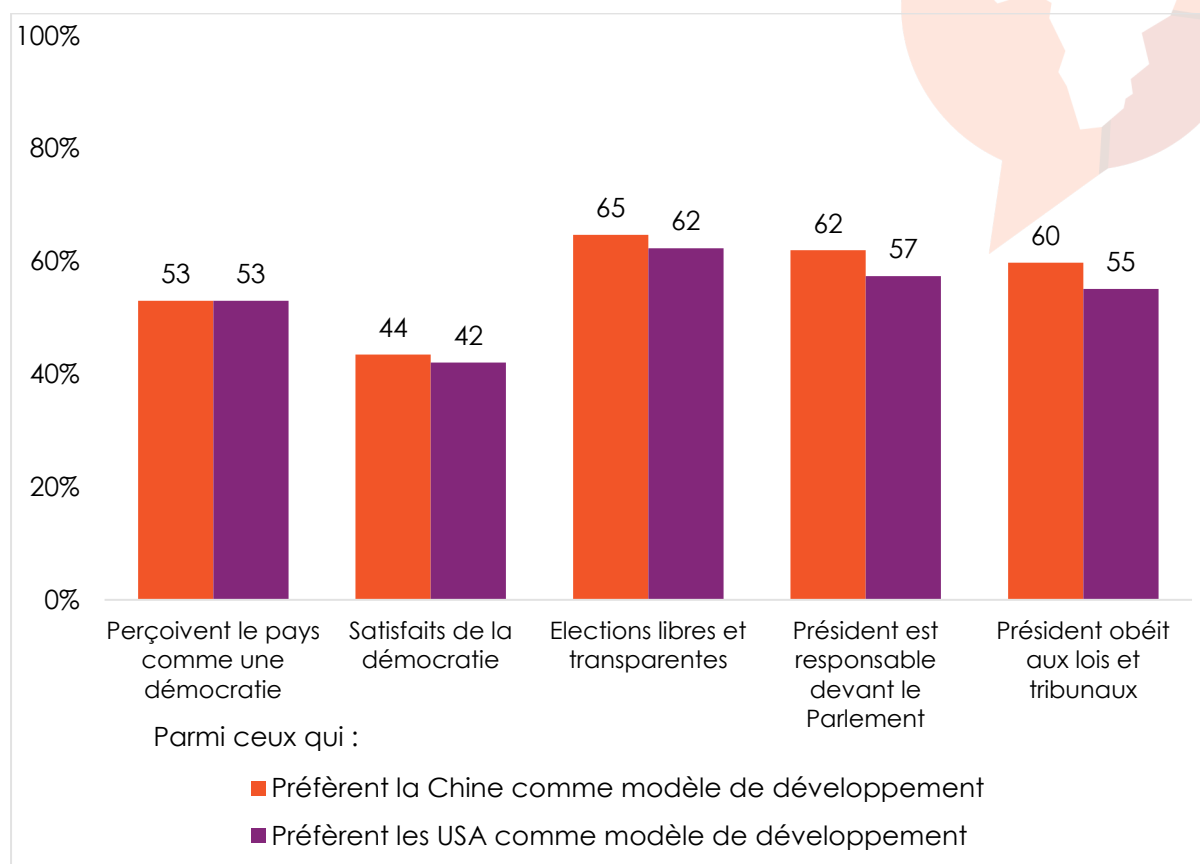


Figure 28 : Evaluation de l'offre de démocratie | par préférence pour la Chine ou les USA comme modèle de développement | 34 pays | 2019/2021



Perçoivent le pays comme une démocratie : % qui disent que le pays est « une pleine démocratie » ou « une démocratie avec des problèmes mineurs »
Satisfaits du fonctionnement de la démocratie : % qui sont « assez satisfaits » ou « très satisfaits » du fonctionnement de la démocratie dans leur pays
Elections libres et transparentes : % qui disent que leur dernière élection était « entièrement libre et transparente » ou « libre et transparente avec des problèmes mineurs »
Président est responsable devant le Parlement : % qui disent que le président/premier ministre ignore « rarement » ou « jamais » le Parlement
Président obéit aux lois et tribunaux : % qui disent que le président ignore « rarement » ou « jamais » les lois et décisions de justice

La COVID-19 et la démocratie

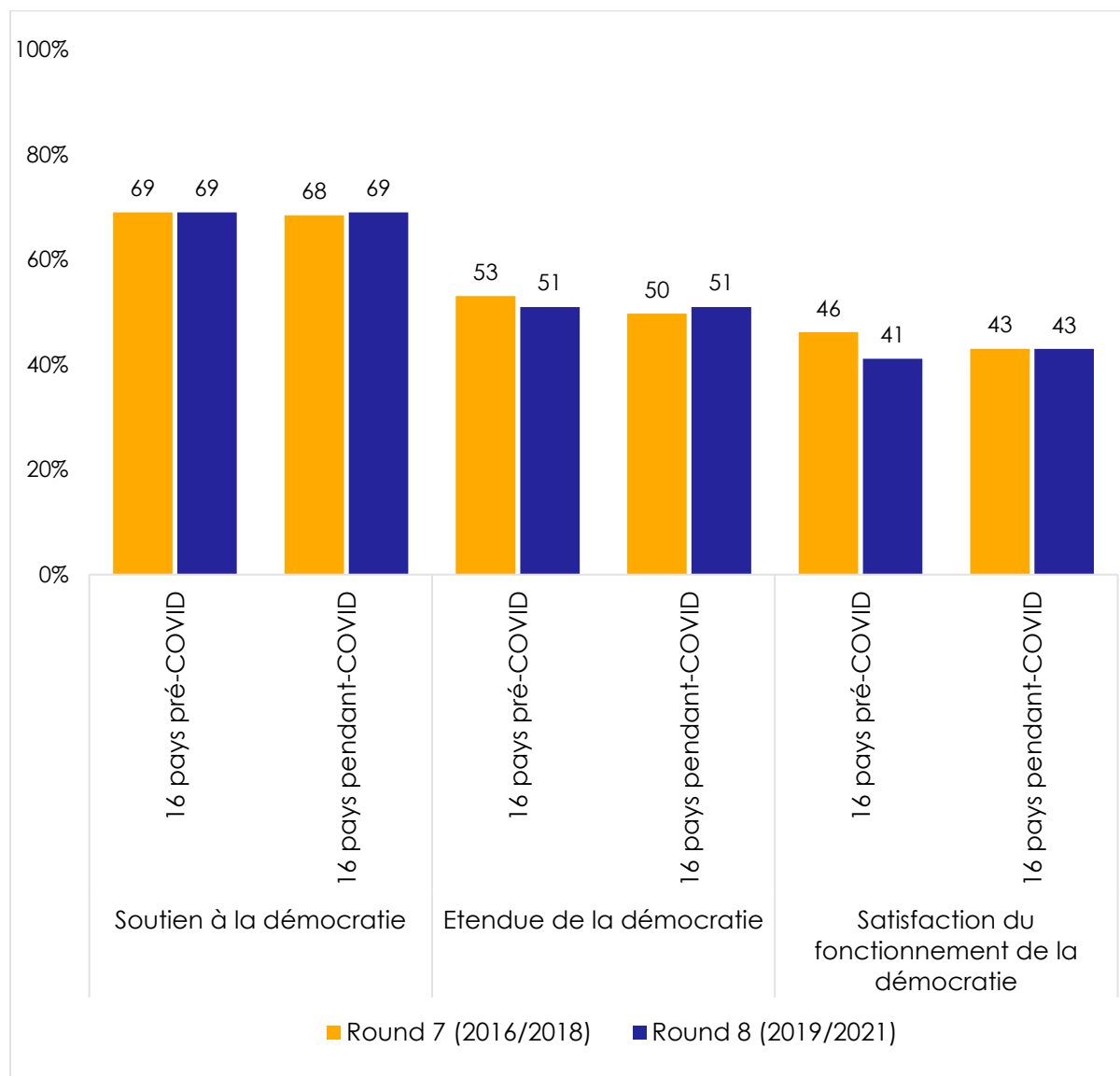
Enfin, nous cherchons à déterminer si la pandémie de la COVID-19 aurait pu avoir un impact appréciable, positif ou négatif, sur les attitudes et les évaluations démocratiques, en particulier dans le contexte des préoccupations liées au fait que certains dirigeants ont pu prétexter de la pandémie pour restreindre l'espace politique, limiter les libertés démocratiques et asseoir leur pouvoir.

Ayant terminé 18 enquêtes nationales au 3 avril 2020, Afrobarometer était à peu près à mi-chemin de son huitième round d'enquêtes lorsque la pandémie a interrompu les travaux de terrain en face à face. Mais en octobre 2020, grâce aux protocoles mis en place pour évaluer la sécurité et la viabilité de la reprise des travaux en face à face dans chaque pays, Afrobarometer a pu reprendre les travaux sur le terrain et réaliser des enquêtes dans 16 pays additionnels. Nous disposons donc de deux séries d'enquêtes du Round 8 – l'une antérieure au début de la COVID, l'autre postérieure au début de la COVID (i.e. « pendant-COVID ») – et nous pouvons comparer les résultats de chaque série aux résultats du Round 7 (2016/2018) dans les mêmes pays pour voir si les tendances dans le temps diffèrent entre les deux

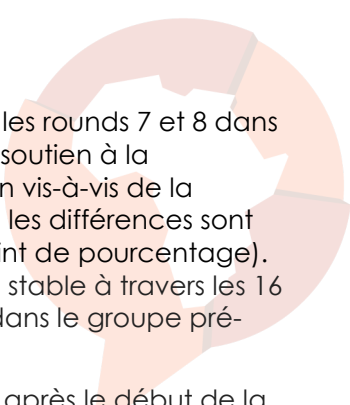
groupes. Les séries pré-COVID et pendant-COVID incluent toutes deux 16 pays qui étaient également sondés lors du Round 7.²

Dans l'ensemble, les différences entre le Round 7 et le Round 8 sont assez faibles pour les deux groupes ; de fait, la plupart ne sont pas significatives, même si nous constatons une régression de 5 points de pourcentage de la satisfaction vis-à-vis de la démocratie dans le groupe des pays sondés avant le début de la COVID, de 46% à 41% (Figure 29) (Gyimah et al., 2021).

Figure 29 : Comparaison de l'évolution des indicateurs de démocratie dans les pays pré-COVID-19 et pendant-COVID-19 | 32 pays | 2016-2021



² Les 16 pays de la série d'avant-COVID sont le Botswana, le Burkina Faso, le Cabo Verde, la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Ghana, la Guinée, le Kenya, le Lesotho, le Malawi, le Mali, la Namibie, le Nigeria, la Sierra Leone, la Tunisie et l'Ouganda. L'Angola et l'Ethiopie ont également été sondés avant la COVID dans le cadre du Round 8, mais n'ont pas été sondés dans le cadre du Round 7 et sont exclus du reste de cette analyse. Les 16 pays sondés après le début de la COVID sont l'Afrique du Sud, le Bénin, le Cameroun, l'Eswatini, la Gambie, le Liberia, Maurice, le Maroc, le Mozambique, le Niger, le Sénégal, le Soudan, la Tanzanie, le Togo, la Zambie et le Zimbabwe.



Nous notons cependant une petite tendance : Les différences entre les rounds 7 et 8 dans les pays sondés avant le début de la COVID sont toutes soit neutres (soutien à la démocratie), soit négatives (ampleur de la démocratie et satisfaction vis-à-vis de la démocratie). Mais dans les pays sondés après le début de la COVID, les différences sont toutes pratiquement neutres (les différences maximales sont de 1 point de pourcentage). Plus particulièrement, la satisfaction à l'égard de la démocratie reste stable à travers les 16 pays pendant-COVID, par rapport à la baisse de 5 points observée dans le groupe pré-COVID.

Sur les trois indicateurs, la tendance dans le groupe des pays sondés après le début de la COVID est de +1 point par rapport au groupe des pays sondés avant la COVID en ce qui concerne le soutien à la démocratie, +3 points pour l'étendue de la démocratie, et +5 points pour la satisfaction. En somme, dans tous les cas, la tendance dans le groupe des pays pendant-COVID est un peu plus positive que dans les pays pré-COVID.

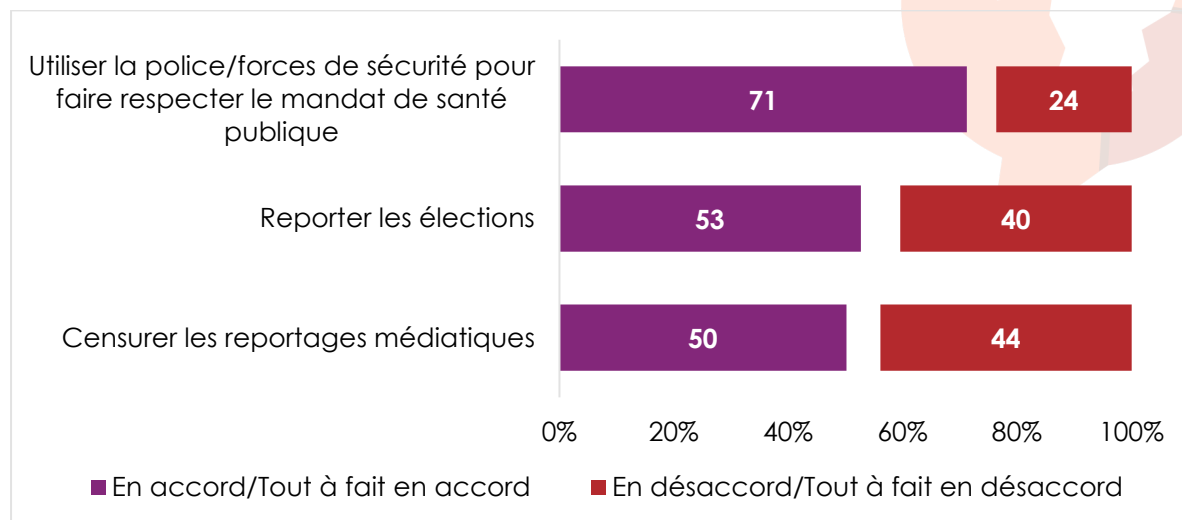
Qu'est-ce qui pourrait expliquer cette tendance inattendue ? Il se peut que les 16 pays ayant participé au programme après le début de la COVID aient été particulièrement efficaces dans la gestion de la riposte à la pandémie et aient ainsi suscité une meilleure perception des gouvernants et de leurs performances, même si, dans l'ensemble, les données suggèrent que les performances relatives à la pandémie ont été, au mieux, mitigées (Sanny, 2021). Il se peut également que les publics se soient mobilisés pour soutenir leurs gouvernements et leurs systèmes politiques face à une crise. Par ailleurs, ces changements pourraient être totalement indépendants de la pandémie. De plus amples analyses seront nécessaires pour y voir plus clair. Mais ces conclusions préliminaires suggèrent que, du moins aux yeux des citoyens ordinaires, les avertissements catastrophiques quant aux implications de la pandémie pour la démocratie pourraient avoir été exagérés.

Afrobarometer a également cherché à savoir dans quelle mesure les populations africaines sont prêtes à tolérer des restrictions de certaines libertés démocratiques, au moins temporairement, pour des raisons de sécurité et de santé. A travers les 16 pays pendant-COVID, sept répondants sur 10 (71%) sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » pour dire que le gouvernement est en droit de faire appel à la police et aux forces de sécurité pour faire respecter les directives prescrites par les autorités sanitaires, comme les mesures de confinement, l'obligation de porter un masque et les restrictions sur les rassemblements publics (Figure 30) (Sanny, 2021). Une petite majorité (53%) tolérerait le report des élections ou la limitation des campagnes politiques. Et la moitié (50%) affirment que la censure des médias est acceptable en cas d'urgence de santé publique comme la pandémie, tandis que 44% ne sont pas d'accord.

A l'exception du Niger (38%), de grandes majorités dans tous les pays sondés approuveraient que le gouvernement ait recours aux forces de sécurité pour faire valoir les restrictions relatives à la santé publique (Figure 31). Le Maroc et le Libéria se distinguent par leur disposition à accepter le recours aux forces de sécurité (89% et 84%, respectivement), le report des élections (70% et 81%) (Figure 32), et la censure des médias (90% et 71%) (Figure 33) en situation d'urgence sanitaire. Le Niger, la Gambie et le Sénégal sont constamment parmi les pays qui tolèrent le moins ces types de restrictions.

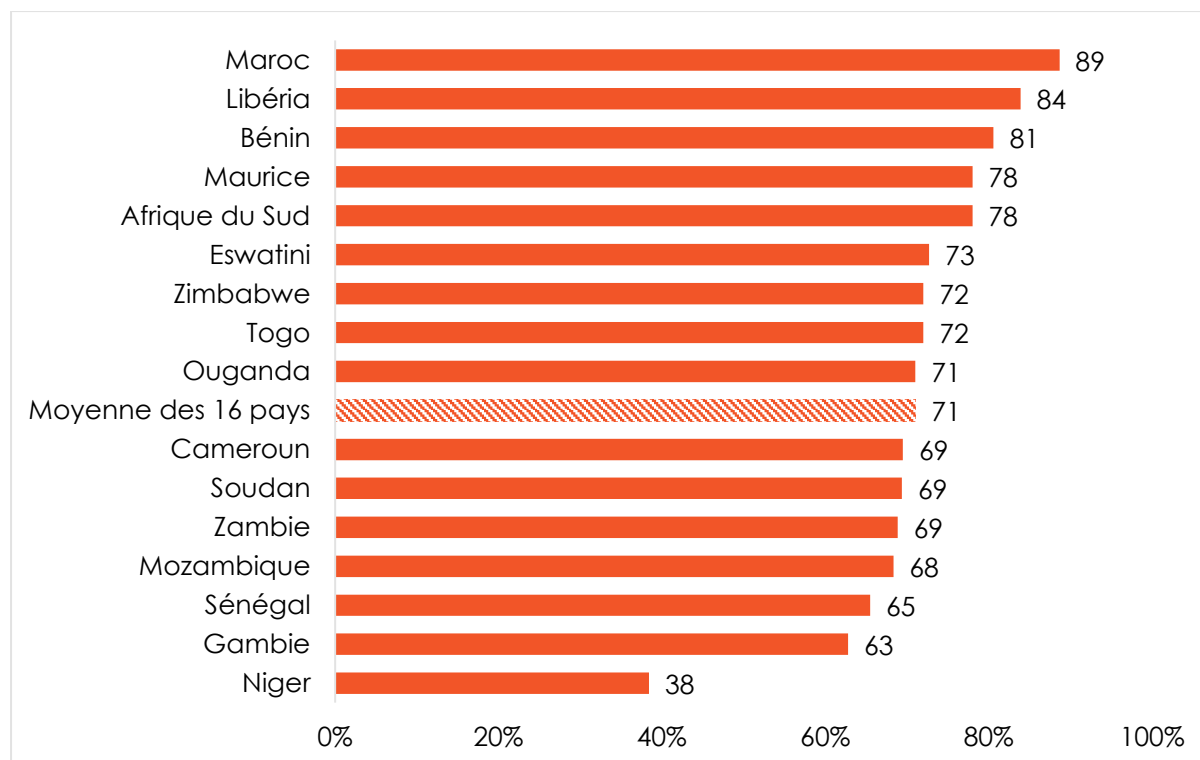
À la question de savoir s'ils craignent que les politiciens profitent de la pandémie pour accroître leur pouvoir, six répondants sur 10 (60%), en moyenne, ont répondu qu'ils étaient « plutôt inquiets » ou « très inquiets » (Figure 34). Cette préoccupation était partagée par sept Mozambicains (71%), Ougandais (71%), Sénégalais (70%) et Mauriciens (70%) sur 10. Ce n'est que dans deux pays que des majorités ont déclaré être « pas très inquiets » ou « pas du tout inquiets » – le Maroc (55%) et le Bénin (53%).

Figure 30 : Faut-il restreindre les libertés pendant les urgences sanitaires ? | 16 pays | 2020/2021



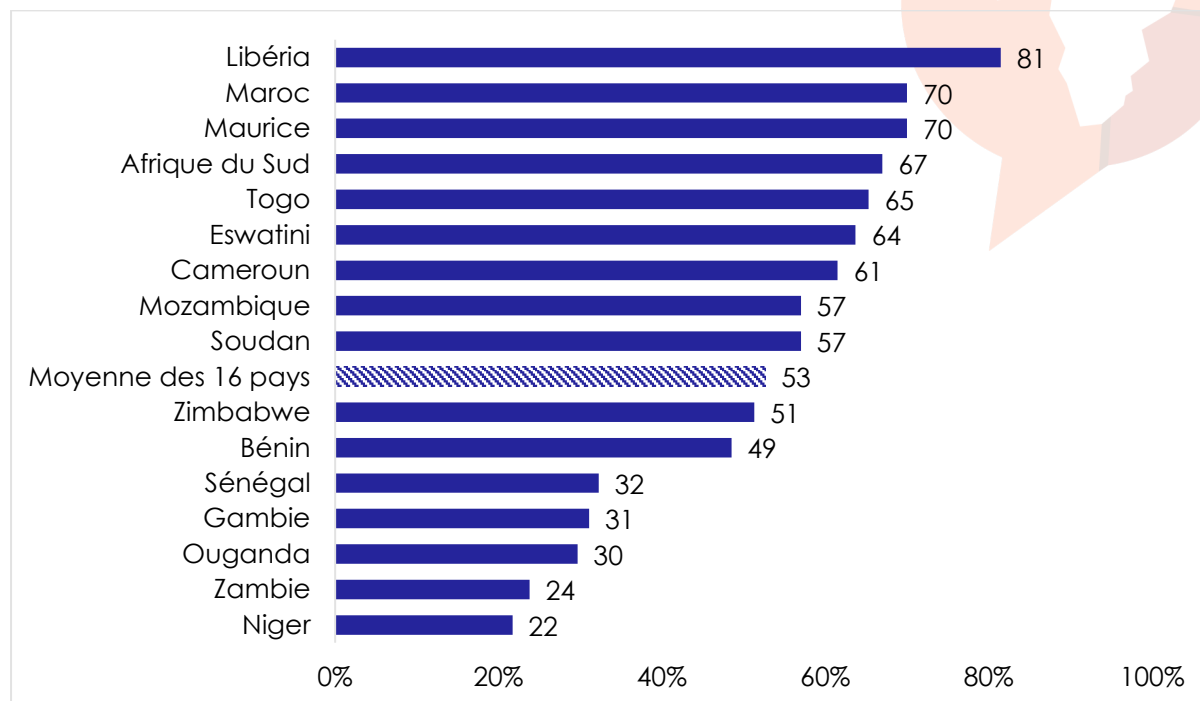
Questions posées aux répondants : Lorsque le pays fait face à une urgence de santé publique comme la pandémie de COVID-19, êtes-vous en accord ou en désaccord qu'il est justifié pour le gouvernement de limiter temporairement la démocratie ou les libertés démocratiques en prenant les mesures suivantes : Utiliser la police et les forces de sécurité pour faire appliquer les mandats de santé tels que les restrictions sur les regroupements publics ou le port de masques ? Reporter les élections ? Censurer les reportages médiatiques ?

Figure 31 : Utiliser les forces de sécurité pour faire respecter le mandat de santé publique | 16 pays | 2020/2021



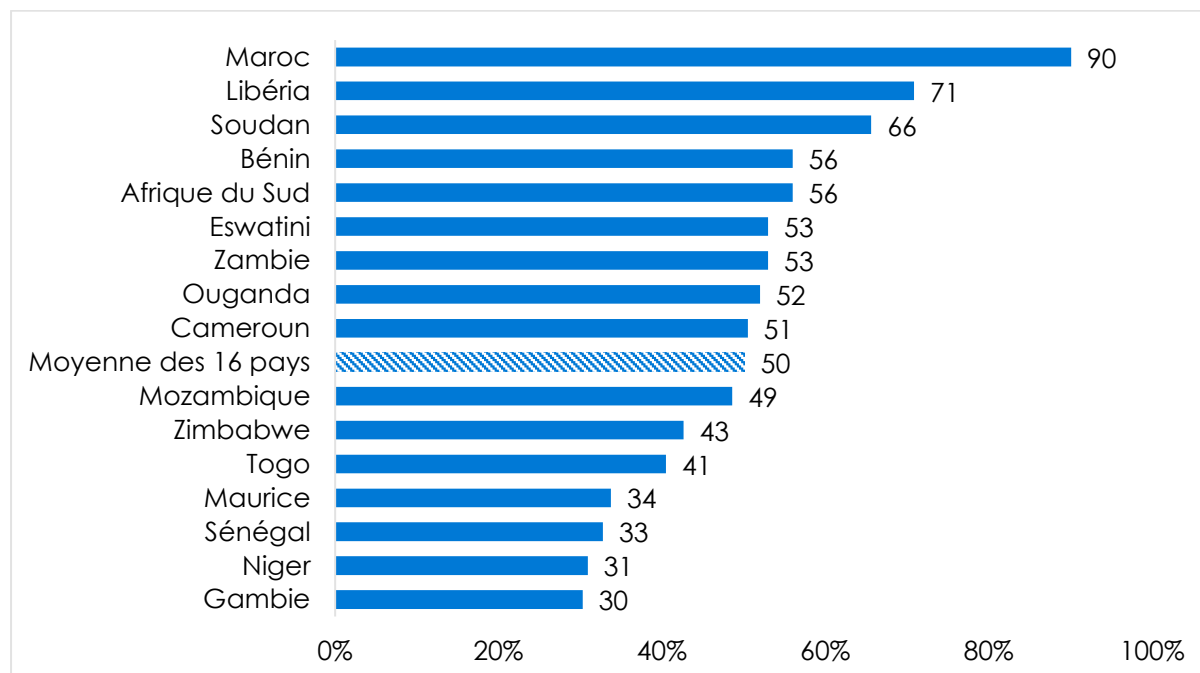
Question posée aux répondants : Lorsque le pays fait face à une urgence de santé publique comme la pandémie de COVID-19, êtes-vous en accord ou en désaccord qu'il est justifié pour le gouvernement de limiter temporairement la démocratie ou les libertés démocratiques en prenant les mesures suivantes : Utiliser la police et les forces de sécurité pour faire appliquer les mandats de santé tels que les restrictions sur les regroupements publics ou le port de masques ? (% qui sont « en accord » ou « tout à fait en accord »)

Figure 32 : Reporter les élections ou limiter les campagnes durant une pandémie
| 16 pays | 2020/2021



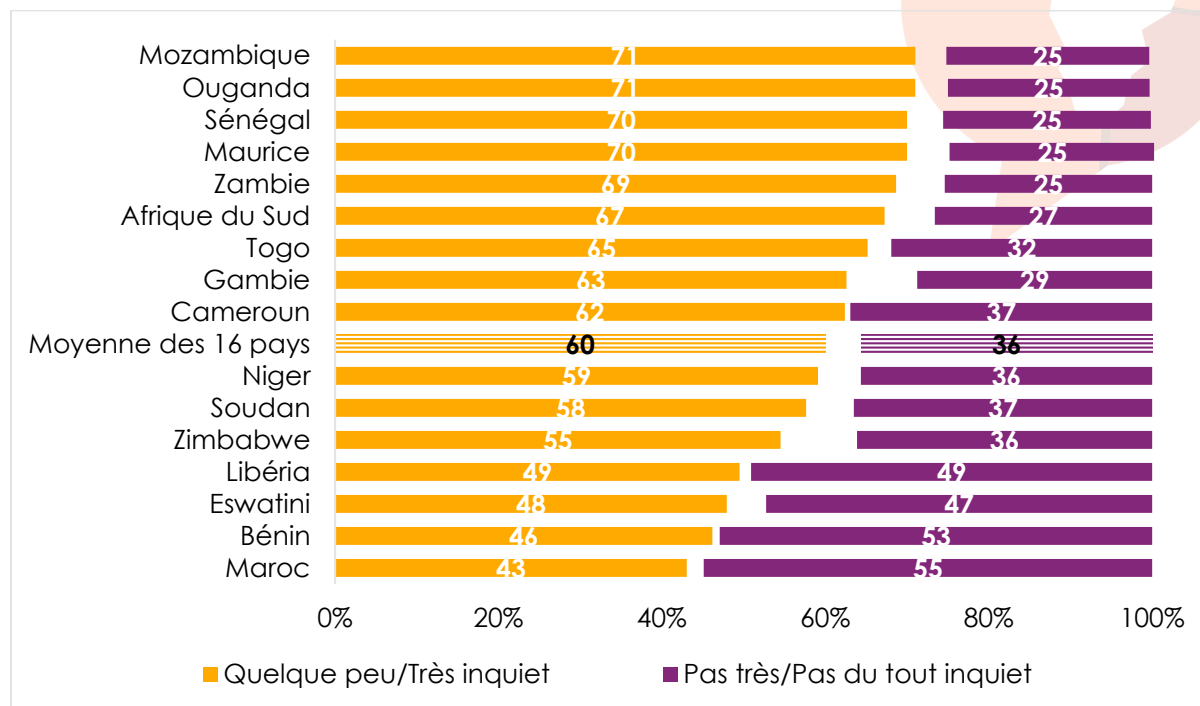
Question posée aux répondants : Lorsque le pays fait face à une urgence de santé publique comme la pandémie de COVID-19, êtes-vous en accord ou en désaccord qu'il est justifié pour le gouvernement de limiter temporairement la démocratie ou les libertés démocratiques en prenant les mesures suivantes : Reporter les élections ou limiter les campagnes électorales ? (% qui sont « en accord » ou « tout à fait en accord »)

Figure 33 : Censurer les reportages médiatiques | 16 pays | 2020/2021



Question posée aux répondants : Lorsque le pays fait face à une urgence de santé publique comme la pandémie de COVID-19, êtes-vous en accord ou en désaccord qu'il est justifié pour le gouvernement de limiter temporairement la démocratie ou les libertés démocratiques en prenant les mesures suivantes : Censurer les reportages médiatiques ? (% qui sont « en accord » ou « tout à fait en accord »)

Figure 34 : Inquiet que les politiciens utilisent la pandémie pour accroître leur pouvoir | 16 pays | 2020/2021



Question posée aux répondants : Dans quelle mesure êtes-vous inquiet, voire pas du tout, que les choses suivantes se produisent ou pourraient avoir lieu dans votre pays : Les politiciens utilisent la pandémie comme une opportunité d'accroître leur pouvoir et leur autorité ?

Les gouvernements écoutent-ils, quand les Africains s'expriment ?

Dans de nombreux pays, les citoyens africains ont élevé la voix pour appeler leurs dirigeants à répondre à leurs aspirations démocratiques. Au cours des trois dernières années seulement, des manifestants sont descendus dans la rue pour exiger le respect des droits des femmes au Cameroun et la démocratie en Eswatini ; dénoncer les brutalités policières au Nigéria, en Somalie et en Tunisie ; récuser les prises de pouvoir antidémocratiques en Tunisie et au Soudan et les manœuvres visant à s'arroger un troisième mandat en Côte d'Ivoire et au Togo ; et exprimer leurs préoccupations quant au coût de la vie et à l'inflation au Ghana, à Madagascar, au Malawi, en Sierra Leone, en Afrique du Sud et en Ouganda. Depuis 2017, le Global Protest Tracker (2022) de la Fondation Carnegie pour la Paix Internationale a répertorié près de 100 épisodes de contestations dans 37 pays africains.

La participation des citoyens et la réactivité des gouvernements sont les piliers de la démocratie. Comment, et dans quelle mesure, les citoyens expriment-ils leurs préférences, leurs appréciations et leurs aspirations ? Et leurs gouvernements sont-ils à l'écoute ?

Les données révèlent que les Africains consacrent des efforts considérables pour se faire entendre. Mais leurs gouvernements ne prêtent pas toujours attention ou ne répondent pas toujours. De fait, il arrive que les gouvernements suppriment l'action des citoyens (Gyimah & Asunka, 2021 ; Logan, Asunka, & Gyimah-Boadi, 2021 ; Asunka et al., 2022).

Le vote est le moyen le plus évident et le plus populaire dont disposent les citoyens pour s'exprimer, et les Africains profitent de cette opportunité. Deux tiers (67%) disent avoir voté lors de leur dernière élection nationale. Mais les élections n'ont lieu qu'occasionnellement, et elles contraignent les individus à concentrer un grand nombre de points de vue sur très peu de choix. Comment les Africains parviennent-ils à exprimer leur opinion pendant les longs intervalles entre les élections ?

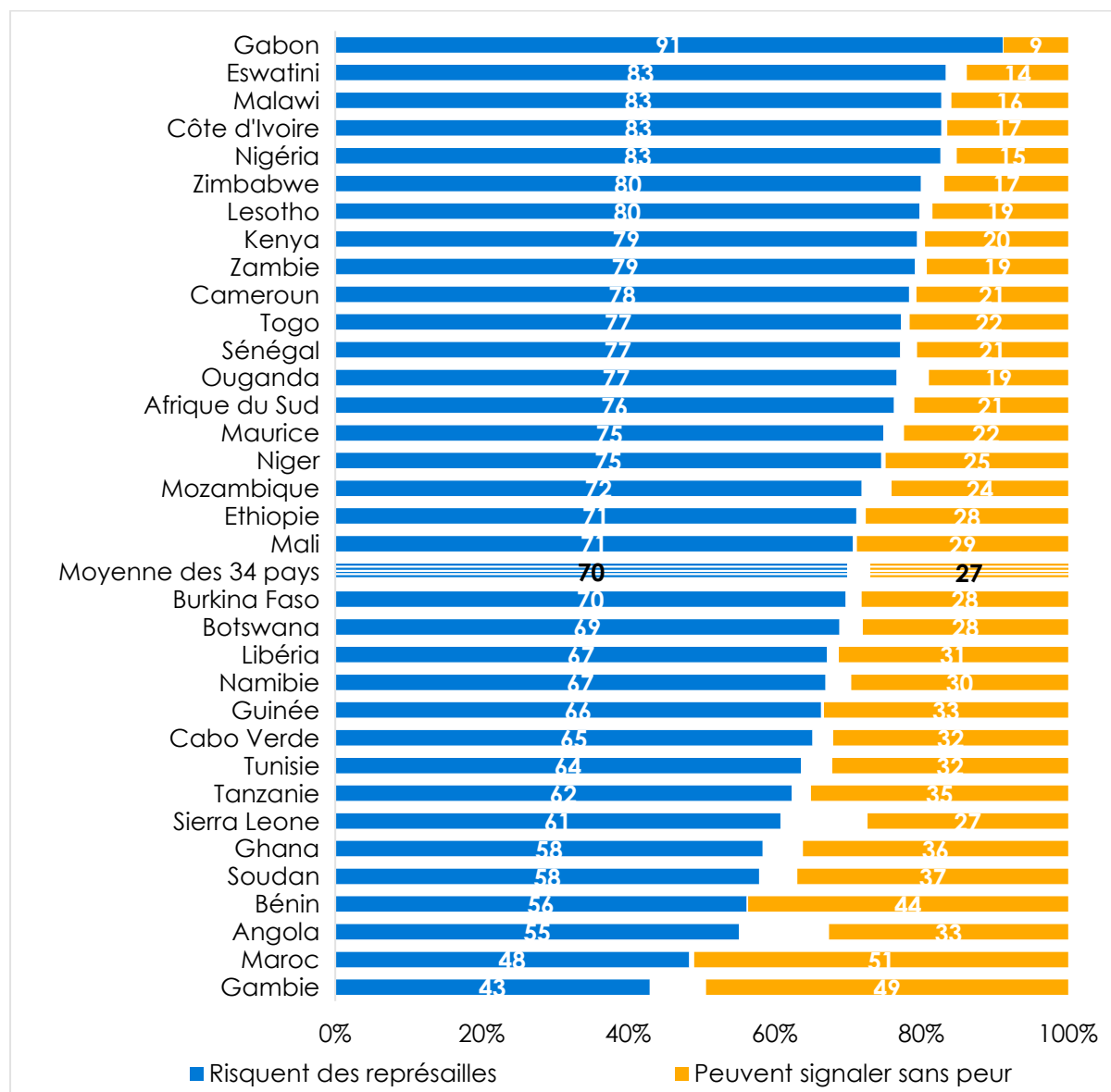
Beaucoup consacrent des efforts personnels pour être des agents de changement. Plus de la moitié (55%) affirment s'être joints à d'autres personnes pour évoquer un problème au

moins une fois au cours de l'année écoulée, et 17% ont participé à une manifestation. Un tiers (34%) ont contacté un responsable de parti, un député ou un conseiller municipal).

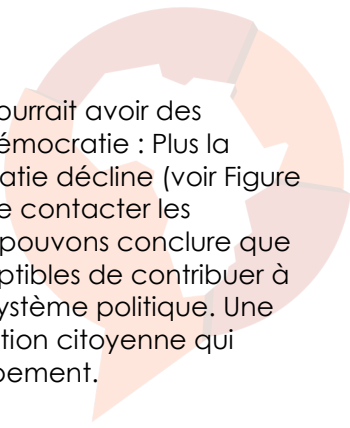
Ces niveaux élevés d'engagement citoyen suggèrent que les gens ont le sentiment de pouvoir faire bouger les choses. Malheureusement, les décideurs ne sont pas toujours réceptifs ou attentifs à ce que disent les citoyens. Moins d'un répondant sur cinq (17%) pensent que les conseillers municipaux écoutent « souvent » ou « toujours » ce que les gens ont à dire, contre 43% qui disent que ces élus ne le font « jamais ». Les statistiques relatives aux députés sont encore pires (12% et 55%, respectivement).

Plus troublant encore, plus de deux tiers (70%) disent risquer « des représailles ou d'autres conséquences négatives » en agissant pour dénoncer des incidents de corruption ; seuls 27% pensent pouvoir faire un tel rapport sans crainte. Des majorités dans 32 pays sur 34 pensent risquer des représailles (Figure 35), dont plus de huit citoyens sur 10 au Nigéria (83%), en Côte d'Ivoire (83%), au Malawi (83%), en Eswatini (83%) et au Gabon (91%).

Figure 35 : Les citoyens croient-ils qu'ils puissent signaler les faits de corruption sans crainte ? | 34 pays | 2019/2021



Question posée aux répondants : Dans ce pays, les citoyens ordinaires peuvent-ils signaler les actes de corruption sans peur, ou risquent-ils des représailles ou d'autres conséquences négatives quand ils parlent ?



Comme nous l'avons déjà noté, le respect des opinions populaires pourrait avoir des répercussions directes sur la satisfaction des citoyens vis-à-vis de la démocratie : Plus la crainte de représailles croît, plus la satisfaction vis-à-vis de la démocratie décline (voir Figure 23). Nous observons également que les gens sont plus susceptibles de contacter les dirigeants lorsqu'ils ne craignent pas de représailles. En résumé, nous pouvons conclure que lorsque les gouvernements sont réceptifs, les citoyens sont plus susceptibles de contribuer à répondre aux besoins de la communauté et d'être satisfaits de leur système politique. Une gouvernance respectueuse et réactive a le potentiel de stimuler l'action citoyenne qui pourrait contribuer à résoudre les principaux problèmes de développement.

Conclusions

Comme le montrent clairement les abondantes données présentées ici, il est difficile de résumer « l'état de la démocratie » en Afrique. Mais dans l'ensemble, ces résultats sur les attitudes du public vis-à-vis de la démocratie dans 34 pays différents nous donnent des raisons d'être à la fois optimistes et très préoccupés.

La demande populaire de démocratie demeure en grande partie constante et soutenue – bien qu'avec des exceptions sur certains indicateurs (notamment le soutien aux élections) et dans certains pays.

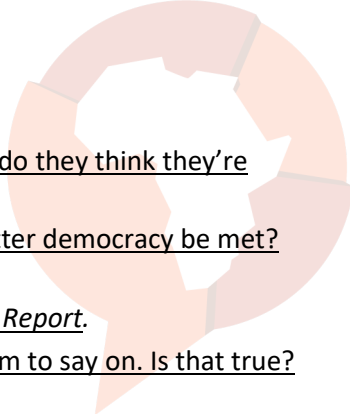
Mais les problèmes sont manifestes du côté de l'offre. La satisfaction vis-à-vis de la démocratie a régressé, une régression qui semble liée au sentiment que la corruption continue de s'étendre, y compris dans certains pays, notamment en Afrique australe, qui avaient auparavant des appréciations plutôt positives des niveaux de corruption. Et si de nombreux citoyens profitent des occasions qui leur sont offertes pour faire entendre leur voix, ils sont relativement peu nombreux à penser que leurs gouvernements les écoutent réellement. En fait, beaucoup craignent de subir des répercussions en s'exprimant sur les questions de corruption.

En résumé, nous constatons que les États africains ne répondent pas aux aspirations démocratiques de leurs citoyens. Les tendances sont particulièrement inquiétantes dans certains des pays longtemps considérés comme des leaders de la démocratie sur le continent.

Toutefois, contrairement à leurs préoccupations largement exprimées, les activistes pro-démocratie pourraient trouver un certain réconfort dans le fait que ni la présence croissante de la Chine sur le continent ni les effets de la pandémie de COVID-19 ne semblent avoir miné substantiellement l'engagement populaire envers la démocratie en Afrique, ou la satisfaction à son égard.

Faites votre propre analyse des données Afrobarometer - quels que soient la question, le pays et le round d'enquête. C'est facile et gratuit sur www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Références

- 
- Asunka, J., & Gyimah-Boadi, E. (2021). Do Africans want democracy – and do they think they're getting it? Washington Post Monkey Cage. 22 octobre.
- Asunka, J., Gyimah-Boadi, E., & Logan, C. (2022). Will Africans' calls for better democracy be met? *The World Today*, Chatham House. 3 août.
- Cheeseman, N. (2022). Why Africa's youth is not saving democracy. *Africa Report*.
- Dulani, B. (2021). Long-serving African presidents say the people want them to say on. Is that true? Washington Post Monkey Cage. 5 novembre.
- Economist Intelligence Unit. (2020). Democracy index 2020: In sickness and in health?
- Fondation Carnegie pour la Paix Internationale. (2022). Global protest tracker.
- Freedom House. (2021). Global freedom index.
- Gyimah-Boadi, E. (2022a). Democratic backsliding in West Africa: Nature, causes, remedies. Fondation Kofi Annan.
- Gyimah-Boadi, E. (2022b). West Africa's authoritarian turn: Democratic backsliding, youth resistance, and the case for American help. *Foreign Affairs*. 11 juillet.
- Gyimah-Boadi, E., & Asunka, J. (2021). The future Africans want: When optimism is power. Institut d'Etudes de Sécurité de l'Union Européenne.
- Gyimah-Boadi, E., Logan, C., & Sanny, J. (2021). Africans' durable demand for democracy. *Journal of Democracy*, 32(3), 136-151.
- Isbell, T., & Seabo, B. (2020). Corruption crossroads? Rising perceptions of graft weaken citizen trust, threaten Botswana's democratic standing. Document de Politique No. 68 d'Afrobarometer.
- Keulder, C. (2021). Les Africains jugent la corruption en hausse, craignent des représailles s'ils en parlent. Dépêche No. 488 d'Afrobarometer.
- Keulder, C., & Mattes, R. (2021). Why are Africans dissatisfied with democracy? Think corruption. Washington Post Monkey Cage. 19 novembre.
- Logan, C., Asunka, J., & Gyimah-Boadi, E. (2021). When Africans speak out, are their governments listening? Washington Post Monkey Cage. 3 décembre.
- Logan, C., & Howard, B. (2021). Are Africa's leading democracies in trouble? Washington Post Monkey Cage. 26 novembre.
- Logan, C., & M'Cormack-Hale, F. (2021). Some Africans – but not all – are happy with the quality of their elections. Washington Post Monkey Cage. 12 novembre.
- Logan, C., & Sanny, J. A.-N. (2021). China has invested deeply in Africa. We checked to see whether that is undermining democracy. Washington Post Monkey Cage. 29 octobre.
- Logan, C., Sanny, J., & Han, K. (2021). Who gets involved? Insights on civic engagement in Africa and implications for fostering volunteerism. Document de Politique No. 72 d'Afrobarometer.
- Mampilly, Z. (2021). The promise of Africa's youth bulge: Rebellious young people aren't a threat – they're the key to democratic reform. *Foreign Affairs*. 7 juillet.
- M'Cormack-Hale, F., & Dome, M. Z. (2022). En Afrique, le soutien aux élections s'affaiblit ; beaucoup doutent qu'elles permettent de tenir redevables leurs élus. Dépêche No. 551 d'Afrobarometer.
- Sanny, J. (2022). Les Africains perçoivent une répartition injuste de l'aide d'urgence COVID-19 et une perte de ressources à cause de la corruption. Dépêche No. 574 d'Afrobarometer.
- Sanny, J., & Selormey, E. E. (2021). Les Africains apprécient l'influence de la Chine mais conservent leurs aspirations démocratiques. Dépêche No. 489 d'Afrobarometer.
- Varieties of Democracy Project (V-Dem). (2021). Autocratization turns viral.
- Wroughton, L., & Houreld, K. (2022). South African president's future uncertain over cash-in-couch scandal. Washington Post. 2 décembre.

Annexe

Tableau A.1 : Dates des travaux de terrain du Round 8 d'Afrobarometer et des rounds précédents

Pays	Travaux de terrain du Round 8	Rounds d'enquêtes précédents
Afrique du Sud	Mai-juin 2021	2000, 2002, 2006, 2008, 2011, 2015, 2018
Angola	Nov.-déc. 2019	N/A
Bénin	Nov.-déc. 2020	2005, 2008, 2011, 2014, 2017
Botswana	Juillet-août 2019	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
Burkina Faso	Déc. 2019	2008, 2012, 2015, 2017
Cabo Verde	Déc. 2019	2002, 2005, 2008, 2011, 2014, 2017
Cameroun	Fév.-mars 2021	2013, 2015, 2018
Côte d'Ivoire	Nov. 2019	2013, 2014, 2017
Eswatini	Mars-avril 2021	2013, 2015, 2018
Ethiopie	Déc. 2019-jan. 2020	2013
Gabon	Fév. 2020	2015, 2017
Gambie	Fév. 2021	2018
Ghana	Sept.-oct. 2019	1999, 2002, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
Guinée	Nov.-déc. 2019	2013, 2015, 2017
Kenya	Août-sept. 2019	2003, 2005, 2008, 2011, 2014, 2016
Lesotho	Fév.-mars 2020	2000, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
Libéria	Oct.-déc. 2020	2008, 2012, 2015, 2018
Malawi	Nov.-déc. 2019	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
Mali	Mars-avril 2020	2001, 2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017
Maroc	Fév. 2021	2013, 2015, 2018
Maurice	Nov. 2020	2012, 2014, 2017
Mozambique	Mai-juillet 2021	2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2018
Namibie	Août 2019	1999, 2003, 2006, 2008, 2012, 2014, 2017
Niger	Oct.-nov. 2020	2013, 2015, 2018
Nigéria	Jan.-fév. 2020	2000, 2003, 2005, 2008, 2013, 2015, 2017
Ouganda	Sept.-oct. 2019	2000, 2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2017
Sénégal	Déc. 2020-janvier 2021	2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017
Sierra Leone	Mars 2020	2012, 2015, 2018
Soudan	Fév.-avril 2021	2013, 2015, 2018
Tanzanie	Fév.-mars 2021	2001, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
Togo	Déc. 2020-janvier 2021	2012, 2014, 2017
Tunisie	Fév.-mars 2020	2013, 2015, 2018
Zambie	Nov.-déc. 2020	1999, 2003, 2005, 2009, 2013, 2014, 2017
Zimbabwe	Avril-mai 2021	1999, 2004, 2005, 2009, 2012, 2014, 2017

Tableau A.2 : Indicateurs de demande de démocratie du Round 8 | 34 pays | 2019/2021

	Préfèrent la démocratie	Rejet de la loi du régime militaire	Rejet de la règle du parti unique	Rejet de la dictature présidentielle	Pleine demande de démocratie	Soutien aux élections comme meilleur moyen pour choisir les leaders	Soutien à la limitation du mandat présidentiel	Soutien à la compétition multipartite	Soutien à la conformité du président aux décisions de justice	Soutien au contrôle du président par le Parlement	Préfèrent un gouvernement responsable
Afrique du Sud	40%	65%	64%	67%	20%	55%	66%	64%	70%	50%	54%
Angola	37%	60%	63%	64%	20%	61%	62%	47%	52%	48%	46%
Bénin	81%	79%	89%	94%	59%	87%	89%	67%	82%	76%	61%
Botswana	71%	89%	86%	92%	57%	74%	78%	72%	80%	77%	79%
Burkina Faso	70%	44%	80%	81%	27%	84%	77%	53%	67%	74%	55%
Cabo Verde	79%	80%	91%	84%	53%	78%	69%	74%	81%	82%	80%
Cameroun	57%	64%	78%	80%	32%	70%	74%	72%	76%	50%	50%
Côte d'Ivoire	72%	78%	81%	85%	50%	76%	77%	73%	83%	70%	55%
Eswatini	49%	90%	67%	87%	27%	58%	65%	59%	80%	74%	65%
Ethiopie	90%	75%	76%	84%	54%	85%	65%	63%	70%	68%	64%
Gabon	71%	75%	91%	91%	51%	65%	92%	78%	89%	67%	46%
Gambie	70%	81%	89%	94%	56%	88%	83%	57%	72%	84%	75%
Ghana	77%	69%	80%	86%	49%	83%	77%	70%	78%	78%	78%
Guinée	77%	76%	71%	79%	43%	83%	77%	63%	81%	66%	46%
Kenya	75%	89%	79%	88%	56%	74%	78%	71%	83%	72%	76%
Lesotho	52%	75%	43%	75%	20%	40%	66%	36%	87%	64%	64%
Libéria	83%	75%	85%	88%	57%	90%	85%	50%	83%	66%	63%
Malawi	52%	82%	63%	78%	30%	54%	74%	70%	75%	57%	72%

	Préfèrent la démocratie	Rejet de la loi du régime militaire	Rejet de la règle du parti unique	Rejet de la dictature présidentielle	Pleine demande de démocratie	Soutien aux élections comme meilleur moyen pour choisir les leaders	Soutien à la limitation du mandat présidentiel	Soutien à la compétition multipartite	Soutien à la conformité du président aux décisions de justice	Soutien au contrôle du président par le Parlement	Préfèrent un gouvernement responsable
Mali	62%	70%	76%	86%	40%	74%	86%	49%	81%	78%	50%
Maroc	80%	91%	85%	77%	54%	80%	83%	60%	65%	64%	66%
Maurice	75%	90%	95%	94%	68%	83%	71%	73%	85%	78%	78%
Mozambique	49%	59%	49%	55%	16%	62%	60%	66%	64%	49%	47%
Namibie	56%	75%	83%	82%	36%	72%	71%	71%	69%	52%	64%
Niger	64%	62%	84%	84%	37%	80%	83%	64%	74%	66%	44%
Nigéria	75%	74%	81%	82%	53%	74%	87%	56%	70%	63%	51%
Ouganda	70%	87%	78%	87%	49%	80%	70%	72%	77%	67%	71%
Sénégal	88%	75%	92%	88%	57%	80%	85%	46%	74%	73%	53%
Sierra Leone	85%	72%	87%	91%	58%	87%	79%	62%	80%	77%	70%
Soudan	50%	55%	74%	71%	24%	80%	66%	54%			52%
Tanzanie	77%	88%	66%	92%	51%	85%	81%	77%	76%	77%	60%
Togo	73%	68%	85%	87%	48%	74%	87%	72%	78%	74%	65%
Tunisie	58%	50%	56%	39%	15%	73%	72%	37%	58%	50%	65%
Zambie	84%	90%	83%	91%	64%	76%	84%	74%	82%	68%	75%
Zimbabwe	78%	84%	75%	87%	58%	75%	80%	70%	86%	64%	62%
Moyenne des 34 pays*	68%	75%	77%	82%	44%	75%	76%	63%	75%	67%	62%

* Les questions sur le soutien au respect par le président des décisions de justice et le contrôle parlementaire du président n'ont pas été posées au Soudan.

Tableau A.3 : Indicateurs de l'offre de démocratie du Round 8 | 34 pays | 2019/2021

	Perçoivent le pays comme une démocratie	Satisfaits du fonctionnement de la démocratie	Perçoivent une pleine offre de démocratie	La dernière élection était libre et transparente (ou avec des problèmes mineurs)	Le président est responsable devant le Parlement	Le président obéit aux lois et décisions de justice	Les officiels ne restent jamais impunis
Afrique du Sud	37%	31%	19%	61%	57%	50%	26%
Angola	39%	17%	12%	47%	57%	55%	43%
Bénin	67%	51%	45%	65%	74%	70%	55%
Botswana	76%	58%	53%	81%	75%	73%	43%
Burkina Faso	64%	55%	45%	87%	74%	72%	50%
Cabo Verde	57%	23%	21%	64%	73%	70%	51%
Cameroun	44%	32%	24%	47%	59%	56%	40%
Côte d'Ivoire	43%	34%	28%	62%	51%	48%	30%
Eswatini	27%	16%	10%	77%	62%	59%	39%
Ethiopie	48%	42%	33%	47%	65%	64%	43%
Gabon	23%	11%	8%	31%	38%	35%	21%
Gambie	59%	46%	38%	71%	45%	42%	42%
Ghana	70%	66%	56%	81%	65%	63%	34%
Guinée	40%	28%	24%	62%	50%	45%	40%
Kenya	68%	59%	51%	62%	79%	75%	32%
Lesotho	22%	21%	10%	64%	30%	33%	25%
Liberia	67%	39%	35%	83%	55%	52%	31%
Malawi	36%	35%	20%	41%	67%	69%	44%
Mali	26%	22%	14%	69%	49%	46%	32%

	Perçoivent le pays comme une démocratie	Satisfaits du fonctionnement de la démocratie	Perçoivent une pleine offre de démocratie	La dernière élection était libre et transparente (ou avec des problèmes mineurs)	Le président est responsable devant le Parlement	Le président obéit aux lois et décisions de justice	Les officiels ne restent jamais impunis
Maroc	54%	70%	49%	54%	54%	57%	38%
Maurice	59%	51%	48%	63%	54%	53%	61%
Mozambique	49%	42%	27%	62%	72%	72%	58%
Namibie	69%	50%	45%	78%	77%	75%	49%
Niger	58%	42%	37%	66%	66%	66%	50%
Nigéria	58%	37%	31%	67%	42%	41%	34%
Ouganda	53%	48%	39%	62%	50%	50%	35%
Sénégal	53%	48%	38%	68%	45%	44%	33%
Sierra Leone	70%	56%	53%	79%	44%	46%	37%
Soudan	25%	31%	16%	19%			23%
Tanzanie	86%	84%	80%	90%	90%	91%	77%
Togo	44%	31%	25%	57%	56%	53%	32%
Tunisie	46%	54%	35%	69%	53%	48%	17%
Zambie	52%	37%	31%	61%	64%	62%	45%
Zimbabwe	36%	41%	32%	44%	38%	40%	33%
Moyenne des 34 pays*	51%	41%	35%	63%	60%	58%	40%

* Les questions sur la responsabilité présidentielle devant le Parlement et le respect des lois et des tribunaux n'ont pas été posées au Soudan.

AFRO



BAROMETER

Donner une voix au peuple



Afrobarometer, un organisme à but non lucratif dont le siège est au Ghana, est un réseau de recherche panafricain et non partisan. La coordination régionale des partenaires nationaux dans environ 35 pays est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud et l'Institute of Development Studies (IDS) à l'University of Nairobi au Kenya. La Michigan State University (MSU) et l'University of Cape Town (UCT) apportent un soutien technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède, par l'intermédiaire de l'Agence Suédoise de Coopération Internationale au Développement ; de l'U.S. Agency for International Development (USAID), par l'intermédiaire de l'U.S. Institute of Peace; des fondations Mo Ibrahim, Open Society, Bill & Melinda Gates, William et Flora Hewlett et Mastercard ; de l'Union Européenne ; de la National Endowment for Democracy ; de l'Agence Japonaise de Coopération Internationale ; de l'University of California San Diego ; du Global Centre for Pluralism ; du Groupe de la Banque Mondiale ; de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda ; et de la GIZ.

Vos dons aident le projet Afrobarometer à permettre aux citoyens africains de se faire entendre. Veuillez envisager de faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contactez contact Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) or Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Veuillez consulter le site www.afrobarometer.org, pour plus d'informations.

Suivez nos publications avec le mot clé **#VoicesAfrica**.



Photo de couverture : Adaptée d'une photo de [Asokeretope](#) via [Wikimedia Commons](#).

Contact: clogan@afrobarometer.org

Document de Politique d'Afrobarometer No. 85 | Janvier 2023